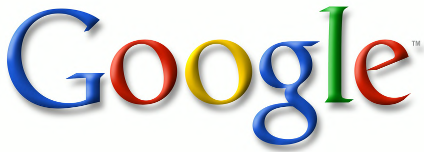




LES

RÉPUBLIQUES DE LA PLATA

ET LA

GUERRE DU PARAGUAY

LE BRÉSIL

PAR JOHN LE LONG

ANCIEN DÉLÉGUÉ DE LA POPULATION FRANÇAISE DU PLATA
ANCIEN CONSUL GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY

La vérité, toujours la vérité.
LINCOLN

Extrait de la **Revue Contemporaine**

PARIS

BUREAUX DE LA REVUE CONTEMPORAINE
17, rue du Faubourg-Montmartre.

CHEZ DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR
17 et 19, galerie d'Orléans, Palais-Royal.

1869

115

LES RÉPUBLIQUES DE LA PLATA

ET LA GUERRE DU PARAGUAY

LE BRÉSIL

LES

RÉPUBLIQUES DE LA PLATA

ET LA

GUERRE DU PARAGUAY



LE BRÉSIL

PAR JOHN LELONG

ANCIEN DÉLÉGUÉ DE LA POPULATION FRANÇAISE DE LA PLATA,
ANCIEN CONSUL GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY.

La vérité, toujours la vérité.
LINCOLN.

EXTRAIT DE LA REVUE CONTEMPORAINE
(Livraison du 15 février 1869.)

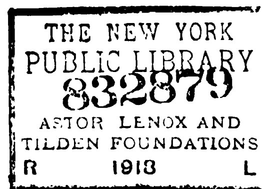
PARIS

BUREAUX DE LA REVUE CONTEMPORAINE,
Rue du Faubourg-Montmartre, 17.

CHEZ E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
17 et 19, Galerie d'Orléans, Palais-Royal

—

1869



HOMMAGE DE L'AUTEUR

AUX GOUVERNEMENTS DES PUISSANCES ALLIÉES

LE BRÉSIL, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY



Ils ont conquis un titre impérissable à la reconnaissance du monde civilisé, en sapant, jusque dans ses fondements, la barbarie la plus perfide et la plus détestable, en brisant les lourdes chaînes du peuple paraguayen bien digne d'un sort meilleur et en ouvrant ce beau pays au commerce de toutes les nations.





LES RÉPUBLIQUES DE LA PLATA

ET LA GUERRE DU PARAGUAY

LE BRÉSIL

Longtemps agitées par les convulsions de l'anarchie ou lacérées par le fouet du despotisme, les Républiques de la Plata semblent enfin renaître à la prospérité, à la liberté, à l'indépendance. Elles donnent, en ce moment même, un exemple de bonne discipline et de sagesse à leur mère patrie, à cette Espagne autrefois si glorieuse et si grande, aujourd'hui si bouleversée et si déchue. Des événements considérables et d'une portée qui ne semble pas être bien comprise ici, viennent de s'accomplir dans ces contrées où la France a des intérêts importants qu'il lui serait aisé d'accroître et de développer. Une guerre qui prend fin va dégager l'intérieur du pays et assurer

la liberté du négoce dans ces parages fortunés, mais jusqu'ici d'un difficile accès pour les Européens. Sans trouble, sans tiraillements, sans autre lutte que celle des suffrages sur le terrain légal, un changement présidentiel s'est opéré dans la République Argentine, pendant que les Etats riverains de la Plata, de concert avec le gouvernement brésilien, poursuivaient dans ses forteresses le tyran du Paraguay. L'œuvre d'affranchissement, aujourd'hui à peu près accomplie, va ouvrir une ère nouvelle aux pays de la Plata, et il importe de considérer la situation qui s'y prépare en reliant les événements présents à ceux du passé.

CHAPITRE PREMIER

Depuis 1864, le commerce français sur la rive droite de la Plata occupe le premier rang dans les transactions locales. La progression n'a point diminué depuis lors ; elle a suivi, au contraire, une marche parallèle avec le progrès des institutions. Sous la domination de Rosas, notre commerce, composé surtout d'objets de luxe, ne pouvait prendre aucun développement. Jusqu'en 1852, le seul point qui n'ait cessé d'être libre dans l'immense bassin du Rio de la Plata, était la capitale de la République Orientale de l'Uruguay ; Montevideo fut le dernier boulevard de la liberté de ces contrées. L'héroïque résistance de ses habitants réunis aux premiers pionniers français et italiens qui débarquèrent sur ces plages hospitalières avant le mémorable siége qui ne dura pas moins de neuf années, se termina par la chute du dictateur de Buenos-Ayres. Alors une autre tyrannie voulut se substituer à celle de Rosas. Un patriote intègre, le doc-

teur Don Valentin Alsina, se mit courageusement à la tête du parti libéral, qui parvint à faire avorter le 18 brumaire du général Urquiza; mais il ne fallut rien moins qu'une révolution pour amener ce résultat. Quand la loi est violée, « l'insurrection, —l'aphorisme n'est pas nouveau, —devient le plus saint des devoirs », *Vis vi repellitur*. —Urquiza avait fermé la Chambre des représentants; il avait envoyé en exil les députés les plus influents; il fut à son tour chassé de Buenos-Ayres et forcé de chercher un refuge dans sa province d'Entre-Rios. Buenos-Ayres libre (1853) et triomphant, grâce au parti libéral, devait nécessairement se séparer, de concert avec toute la province, des treize autres provinces encore dominées par Urquiza, président *pro forma*, mais en réalité exerçant sur elles une véritable dictature. Malgré ses menaces, le nouvel État prospéra sous l'égide de ses institutions.

On se figure assez généralement, en Europe, que le mot républicain est partout synonyme de libéral : grave erreur; il suffit, pour s'en convaincre, de suivre les événements qui se sont déroulés dans ces lointains pays depuis le premier cri de l'indépendance (1810). Rosas qui se faisait adjuger périodiquement des pouvoirs extraordinaires, se disait républicain, et il l'était au même titre que tous les autres tyrans de la Plata, qu'ils se nommassent Quiroga, Aldao, Urquiza ou Oribe. Le plus odieux de tous, Lopez II, était président d'une prétendue République, la République du Paraguay. Ce qui sur ces rivages a constitué la force du parti libéral, c'est son respect pour la loi, son amour du progrès, ses encouragements pour l'éducation du peuple et pour l'immigration européenne. Ces circonstances réunies ont, en quelques années, amené la surprenante prospérité de Buenos-Ayres, ville et campagne.

Le parti libéral se compose à présent des anciens unitaires, des fédéraux modérés et de presque toute la jeunesse. Il faut même dire que ceux qui aujourd'hui tiennent le plus à la forme fédérale sont les Argentins de l'ancien parti unitaire. Parmi ceux-ci, les hommes les plus distingués de la République par leurs talents et leur patriotisme, ceux qui avaient échappé aux poignards de la Mashorca, société des féroces partisans de Rosas, ont passé à l'étranger les vingt ans de cette sanglante dictature; l'exil a été pour eux une école. Le nouveau président et le général Mitre en sont un exemple. Nul plus qu'eux n'est partisan du système fédéral, nul n'est plus épris de la forme de gouvernement adoptée par la grande République Nord-Américaine. Il n'est pas douteux qu'il était au pouvoir du général Mitre, s'il avait voulu profiter de l'immense prestige que lui avait donné la victoire de Pavon, de faire disparaître le fédéralisme. Il ne l'a pas voulu, quoique la plupart des

provinces fussent bien arriérées pour admettre le *self gouvernment.* Cette sage conduite porta des fruits excellents : la situation qu'il avait faite à Buenos-Ayres, avant et après Pavon, attirait dans cette province l'émigration européenne. Sa population s'est accrue de capitalistes et de travailleurs, de propriétaires et d'agriculteurs, tous étrangers qui, par leurs travaux et leur argent, ont non-seulement augmenté la richesse du nouvel Etat, mais en même temps puissamment contribué au développement du négoce avec leur pays natal. Aussi la province de Buenos-Ayres seule comprend-elle aujourd'hui un tiers de la population de toute la République. Dans ce tiers, on compte 135,000 Européens, dont 60,000 sont Français, y compris 30,000 Basques. Ceux-ci, de tous les émigrants, sont les plus appréciés. Ce sont d'intrépides travailleurs, et leurs travaux jusqu'ici ont été couronnés de succès. (Voir Appendice, documents n° 1 et 2).

Dans les autres provinces argentines, on compte environ 18,000 de nos nationaux. Nous citons ces chiffres pour mieux expliquer comment la France est parvenue, dans la République Argentine, à prendre le premier rang pour l'exportation et l'importation.

Si, dans la République voisine, le commerce anglais occupe encore la première place, le jour n'est pas éloigné où, sur la rive gauche de la Plata, nous dépasserons aussi notre rivale. Nous avons également dans ce pays une nombreuse population, et nos relations commerciales y augmentent d'année en année. Enfin, la prospérité de Montevideo n'a jamais empêché, comme on l'a prétendu, l'expansion commerciale de Buenos-Ayres. Un exemple le démontrera. L'introduction dans la province de Buenos-Ayres de la race ovine mérinos date de 1826; avant cette époque, on s'occupait exclusivement de l'élève du bétail. L'exportation des laines n'a réellement pris de l'importance que depuis quinze ans. En 1840, on n'avait exporté que 3.577 balles; mais en 1855, ce chiffre s'est élevé à 27,677, en 1866 à 144,167, et en 1867 à 180,000. Les balles sont en moyenne de 400 kilogrammes. (Voir Appendice, documents n° 3, 4, 5, 6 et 7).

La République orientale de l'Uruguay ne suivit que tardivement l'exemple donné sur la rive droite de la Plata. Il n'est donc pas étonnant que la production ovine y soit moins générale ; il y existe pourtant des troupeaux renommés qui donnent de beaux produits, connus dans le commerce sous le nom de laines de Montevideo.

Le développement de notre commerce maritime dans ces contrées a dispensé nos fabriques d'aller s'approvisionner de laines aux marchés de Londres et d'Anvers. L'emploi des laines de Buenos-Ayres et de Montevideo s'est tellement accru, que nos fabricants vont main-

tenant les chercher au Havre, où se sont enfin établies des ventes publiques. L'importation de ces laines par le port du Havre a été, en 1866, de plus de 40,000 balles, dont 25,000 ont été employées par les fabricants d'Elbeuf. Le bulletin des travaux de la Société industrielle d'Elbeuf, année 1867, nous donne à ce sujet des détails intéressants :

Les laines de la Plata sont devenues d'un emploi général à Elbeuf. Cette vogue est à notre avis bien loin de s'arrêter, et notre conviction est que la consommation ne fera qu'augmenter, surtout si nos acheteurs de nouveautés continuent à nous demander des étoffes d'un prix de plus en plus réduit. Ces laines offrent du reste à notre industrie cet avantage très grand de pouvoir s'approprier à ses divers emplois ; les Montevideo sont précieux pour le genre de fabrication qui exige l'emploi, comme mélange, de matières courtes qu'il faut soutenir par une laine nerveuse ; employé seul, il convient aussi à la nouveauté intermédiaire. Le Buenos-Ayres, lui, a conservé tous les caractères de la laine d'Allemagne, dont il est originaire par les troupeaux dits « negretti. » C'est ce qui rend son emploi avantageux pour certains genres de draperie proprement dite, dans les qualités intermédiaires. Moins nerveux que le Montevideo, il présente plus de douceur et de pâteux ; son emploi pour le genre nouveauté est devenu général, depuis la plus commune jusqu'à la plus fine, et, grâce à l'amélioration constante des troupeaux, on trouve, dans les bonnes marques, assez de finesse et de qualité pour aborder les tissus d'été ; ajoutez à tous ces avantages la facilité pour le fabricant de faire ses achats au fur et à mesure de ses besoins et presque sans déplacement, puisque le Havre est à nos portes, la possibilité de faire dans cette laine des choix de qualités différentes, puisque la matière lui arrive en suint, et vous reconnaîtrez avec nous que les laines de la Plata méritent à tous égards la réputation dont elles jouissent depuis ces dernières années, et que leur emploi ne peut que se généraliser de plus en plus sur notre marché elbeuvien.

Il n'est pas sans intérêt de fixer l'attention sur l'accroissement constant de nos relations commerciales dans ces contrées, lorsqu'il résulte du mouvement commercial de la France, pendant les neuf premiers mois de 1868, une différence à notre détriment de 836 millions.

En retour, la France vend à présent à la République Argentine des lainages (en dix ans, l'importation de ces étoffes s'est élevée de 950,000 à 4,107,200 francs, augmentation : 392 0/0); des articles dits de Paris, différence en plus 400 0/0 ; des cotonnades et étoffes mêlées, laine et soie (11 0/0 de plus en une seule année); des toiles (accroissement de 209 0/0).

La progression s'est également fait sentir sur nos soieries, notre ganterie, nos vêtements confectionnés, nos modes, nos livres, nos instruments de science, notre orfévrerie, notre horlogerie, nos cristaux et nos porcelaines. Quant à nos vins, dont un seul chargement avait, il y a vingt-cinq ans, quelque peine à se vendre, aucun pays n'en consomme aujourd'hui autant. En 1867, 146,688 pièces de vins ont été expédiées par le seul port de Bordeaux et 123,755 caisses de vins fins; la quantité d'eaux-de-vie est de 6,926 barriques et de 137,473 caisses. (Voir Appendice, document n° 8).

La plupart de ces vins et spiritueux se consomment dans la province de Buenos-Ayres, où se trouve le plus grand nombre de nos compatriotes.

Ces détails suffisent pour prouver l'augmentation croissante de nos relations commerciales, qu'il faut, nous le répétons, attribuer principalement à nos 78,000 émigrants français, qui ont répandu dans ces contrées nos goûts, nos habitudes, nos modes. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons attacher un grand prix à ces débouchés, d'autant plus précieux que, sur plusieurs autres points du globe, notre commerce a subi, dans ces dernières années, une dépression sensible; aux Etats-Unis, particulièrement, des tarifs élevés ont accru dans une proportion considérable l'industrie locale au détriment de la nôtre. La grande république s'enrichit par la prohibition, en même temps que le libre échange nous écrase.

CHAPITRE II

Ce rapide coup d'œil sur les événements antérieurs à la présisidence du général Mitre suffira pour déterminer le point de départ de notre examen. Si nous nous étions arrêtés un instant sur l'administration du général Urquiza, nous n'aurions pas manqué de relever ses écarts et ses violences. Ce puissant caudillo avait aussi adopté l'enseigne républicaine, mais ce n'était qu'une enseigne qui cachait un despotisme de la pire et de la plus honteuse espèce. Quand, après la bataille de Pavon, le gouvernement fut transféré à Buenos-Ayres, la trésorerie nationale de Parana, ville d'entre Rios, et jusqu'alors capitale des treize provinces confédérées, ne contenait plus qu'une once d'or, une piastre argent, quatre pièces boliviennes, et encore toutes ces monnaies étaient fausses!

A partir de la présidence du général Mitre (1862), le nom de république devint une vérité. Ce gouvernement se fit esclave de la

loi. La transmission du pouvoir présidentiel a eu lieu le 12 octobre dernier, avec toute la solennité que comportait ce grand acte, et en observant les formalités imposées par la Constitution.

Le nouveau président, don Domingo Faustino Sarmiento, a été élu par le libre suffrage de ses concitoyens, lorsqu'il remplissait encore aux Etats-Unis les fonctions de ministre plénipotentiaire de la République Argentine. La vie de ce bon citoyen mériterait d'être ici plus connue. Pendant qu'à Paris les ennemis du Brésil, favorables aux prétentions des petits tyranneaux qui se disputent là-bas le pouvoir, se montraient hostiles à la candidature de M. Sarmiento, cet honnête homme donnait le spectacle le plus digne de notre admiration. Sans brigue et par la seule influence de son mérite, il s'éleva ainsi au premier rang parmi ses compatriotes.

De taille moyenne, le visage long, le teint brun, le front large et découvert, M. Sarmiento est bien l'homme de sa race, dans ce qu'elle a de plus intelligent et de plus sympathique. Sa physionomie est pleine d'expression, son regard de vivacité; sa bouche porte l'empreinte d'une mâle énergie. Au repos, on reconnaît le penseur; lorsqu'il parle, ses gestes sont fréquents, ses yeux brillent, ses narines se dilatent et ajoutent encore à l'expression de son visage. Parfois la discussion l'enflamme; alors sa voix a des vibrations ardentes et tous ses mouvements acquièrent une animation qui nous étonnerait, nous autres gens du Nord. Au rebours de ce que l'on croit communément ici, l'instruction n'est pas rare chez les hommes politiques de ces contrées, surtout chez ceux qui ont vécu en Europe ou dans l'Amérique du Nord. M. Sarmiento s'est fait une réputation de savoir qui communique une grande autorité à ses opinions. Orateur éloquent, capable d'exercer une autorité considérable dans les assemblées publiques, on ne saurait lui reprocher d'en avoir usé dans d'autres vues que celles du bien, et, chose rare en tous pays troublés, on l'a toujours vu quitter les emplois les plus élevés sans s'y être jamais enrichi. Dans une existence pleine de vicissitudes, en exil comme dans son pays, partout il a payé de sa personne et fait preuve d'un ardent patriotisme.

Il avait puisé l'amour de la patrie et de la liberté à une bonne école. Un vénérable ecclésiastique, le P. de Oro, son oncle, qui avait été aumônier dans l'armée de l'indépendance, sous les ordres de l'illustre général San-Martin, fut son premier précepteur. Ses mains pieuses avaient semé en bon terrain.

Encore adolescent, Sarmiento était cité comme ardent patriote et comme l'espérance de son pays. Sa soif de lecture était sans bornes. Il raconte lui-même que, dès l'âge de quatorze ans, il lisait avec avidité tous les livres qui lui tombaient sous la main. Il n'avait en-

core que dix-sept ans lorsque se développa en lui une passion singulière, la passion de l'enseignement, et plus particulièrement de l'enseignement du peuple. Dans un discours qu'il prononça à San-Juan, en 1864, en posant, comme gouverneur, la première pierre de l'école Sarmiento, il rappelait cette vocation de son jeune âge. « La pensée, disait-il, de me consacrer à l'éducation du peuple m'est venue de bonne heure en ces lieux mêmes. Mes travaux de trente ans font retour aujourd'hui à leur point de départ, c'est-à-dire à la très simple idée de l'importance de l'éducation primaire, la première de toutes les éducations pour assurer le bonheur des peuples. Né dans une province pauvre, élevé au milieu du peuple de cette province, je n'y ai vu d'autre instruction que celle de l'école publique. » Cette *escuela de la Patria* à laquelle l'orateur faisait allusion était, il faut le dire, quelque chose de mieux qu'une école primaire comme nous l'entendons communément en France : c'était une école de premier ordre et sans rivale. « Le maître de cette institution n'était pas moins estimé que les premiers magistrats de la province. L'école de la Patria à San-Juan s'offre à moi, dans mes souvenirs, comme la seule forme d'éducation que je connusse. Au Chili, ces souvenirs me représentent l'Ecole normale; en Europe, ils s'associent à l'étude de la législation; aux Etats-Unis, ils me reportent à ces résultats merveilleux et à ces maisons d'écoles, véritables palais. A Buenos-Ayres, j'ai semé la même graine dans un terrain bien préparé, et j'en fais autant aujourd'hui à San-Juan en rétablissant l'*école de la Patria.* Quelques personnes, continuait l'orateur, auraient voulu que cet édifice, qui devait être un temple religieux, ne fût pas détourné de sa première destination; mais, à quelques pas de ce lieu, il y a trente ans, j'étais employé dans une maison de commerce et j'y poursuivais en même temps mes études solitaires. A cette époque éloignée, je compris qu'une maison d'école spacieuse pourrait s'élever dans cette enceinte, et, avec votre aide, cette pensée se réalise après un intervalle de tant d'années. » Lorsque M. Sarmiento parlait ainsi, il était gouverneur de San-Juan, son pays natal, où, grâce à la victoire de Pavon, il était revenu après un exil de vingt ans.

C'est là que, dans ses jeunes années, on le vit tantôt maître d'école, tantôt les armes à la main et tantôt prisonnier. Le maître d'école comprenait que combattre l'ignorance c'était servir la liberté; le citoyen armé se révoltait contre le despotisme des Quiroga et des Aldao; le prisonnier connut de bonne heure les cachots de San-Juan, d'où il sortait toujours avec les idées fort différentes de celles de Silvio Pellico. Loin de lui inspirer la soumission, sa captivité ne faisait qu'aviver ses sentiments d'indépendance. De tous les



livres que Sarmiento a pu dévorer pendant ses jeunes années, celui que lui-même recommande le plus est la vie de Franklin. « Aucun livre, écrivait-il plus tard, ne m'a fait autant de bien, et cet ouvrage devrait se trouver dans toutes les écoles. La vie de Franklin a été pour moi, ajoute-t-il, ce que les biographies de Plutarque furent pour Rousseau, pour Henri IV, pour Mme Roland et pour tant d'autres. »

Poursuivi par Quiroga, battu par les Aldao, encore une fois prisonnier à Mendoza, Sarmiento eut pour compagnon un soldat de Napoléon Ier avec lequel il apprit suffisamment le français pour qu'il pût traduire douze volumes au bout de six semaines. Il ne parla notre langue que quatorze ans plus tard, lorsqu'il vint en France en 1846.

Sarmiento, étant parvenu à s'évader des prisons de Mendoza, se réfugia au Chili. Il y fut successivement maître d'école, commis et administrateur aux mines de Copiapo. Malgré les occupations auxquelles il fallait qu'il se livrât, afin de pourvoir aux besoins de la vie, il passait des nuits entières à l'étude ; si bien qu'à l'âge de 26 ans il lisait le français, l'anglais, le portugais et l'italien. Dans son style imagé, il écrivait à cette époque (1837) : « L'esprit européen commence à passer dans l'esprit américain, et je puis appliquer déjà dans diverses circonstances, sur deux théâtres successifs, les résultats que j'ai obtenus. Je crois, ajoute-t-il, que dans l'esprit de celui qui étudie, il arrive de même que dans les inondations; les eaux détrempent peu à peu les matières qu'elles entraînent et fertilisent ainsi le sol qu'elles inondent. »

La seconde fois qu'il émigra au Chili, il prit la plume de journaliste. Le but de ses publications était de revendiquer pour les Argentins et pour leur vaillant chef, le général San-Martin, la part qu'ils avaient prise dans la guerre de l'indépendance chilienne. Ces articles fixèrent d'autant plus l'attention, qu'un certain esprit de jalousie entre ces Etats nouveaux semblait faire oublier les services rendus par une nation voisine. Reconnu pour l'auteur de ces articles, Sarmiento fut appelé auprès du premier ministre, don Manuel Montt, qui lui dit en lui tendant la main : « Les idées n'ont pas de patrie. » C'était une allusion aux paroles tracées au sommet des Andes par Sarmiento, fuyant les tyrans de la patrie : « On ne tue pas les idées. » L'homme d'Etat et l'écrivain s'étaient compris. Le général San-Martin reçut enfin la pension de retraite de capitaine général, et à sa mort on lui éleva, à Santiago du Chili, une statue équestre. Le geste et le regard du général sont dirigés vers les Andes, qu'il avait autrefois franchies avec ces braves soldats argentins pour délivrer à son tour le Chili du joug oppressif de l'Espagne,

En 1841, le général La Madrid se souleva pour renverser Rosas. Sarmiento courut pour le rejoindre ; mais, en descendant le versant oriental des Andes, il rencontra les débris de l'armée à laquelle il allait s'unir. Sans lui, sans les secours qu'il parvint à organiser, des milliers de ses compatriotes auraient péri au milieu des neiges, exténués de fatigue et de faim.

En rentrant au Chili, Sarmiento reprit la direction du *Mercurio*, journal de Valparaiso. Les années qui suivirent furent l'époque la plus active de sa vie. Il voulut organiser l'instruction pour le peuple. Il fit établir une taxe dite populaire, qui devait être appliquée aux dépenses de l'instruction primaire. En 1842, il fonda une école normale qui a donné au Chili une longue succession de bons instituteurs. En 1843, il fit paraître un journal quotidien à Santiago du Chili, qui, jusqu'alors, avait été privé d'organe de cette nature, bien que cette capitale fût le centre intellectuel du pays. En même temps, il créa un autre journal destiné à défendre les intérêts argentins et à faire connaître le régime sous lequel gémissait sa patrie. Deux ans après, il publiait un livre de biographies qui contenait, entre autres, celle de Facundo Quiroga. Cet ouvrage, quoique prohibé par Rosas, eut successivement trois éditions. Ce volume a été traduit en français et en anglais. C'est une peinture saisissante des mœurs et des coutumes de la plus triste de toutes les époques pour les provinces argentines, celle des caudillos, véritables brigands dont Quiroga était le chef renommé par la férocité de son caractère et la hardiesse de ses entreprises. Ces chefs de bandes saccageaient le pays et semaient partout sur leur passage la désolation, la ruine et la mort.

Une nouvelle phase s'ouvre alors dans la vie de Sarmiento. Le ministre don Manuel Montt lui donne mission d'étudier à l'étranger l'état de l'instruction primaire et secondaire. Sarmiento visite en cette qualité l'Europe et les Etats-Unis. A son retour au Chili, il publie un volume sous ce titre : *Voyages en Europe, en Algérie et en Amérique*, dans lequel il retrace ses entrevues avec les hommes les plus illustres du vieux monde, avec MM. Thiers, Guizot et Humboldt. A Barcelone, il rencontre Cobden. « Vous vous imaginez, dit-il, qu'il est vif et mordant comme O'Connell, qu'il est enthousiaste, ardent en politique et prompt en reparties ? Point du tout; il est parfaitement simple, fastidieux comme un Anglais, s'imposant comme la froide évidence d'un axiome. Nous fûmes amis au bout de deux heures ; nous passâmes la nuit presque entière en conversation. Il me raconta ses aventures, ses luttes ; il m'expliqua son mode d'action, les moyens qu'il employait dans ses discours pour tenir éveillée l'attention du peuple par des historiettes. Il se plaignait de la diffi-

culté presque insurmontable que présentaient les masses par leurs préjugés et par leur manque d'intelligence. »

Aux États-Unis, Sarmiento fait la connaissance de M. Mann, qui lui fournit des renseignements précieux sur la méthode d'éducation suivie dans ce pays, et ce fut avec son aide qu'il introduisit au Chili le système adopté dans l'État de Massachussets. L'ouvrage de M. Sarmiento est un résumé complet de ses observations sur l'éducation européenne et américaine.

Nous le trouvons, en 1849, publiant la *Cronica*, où il s'occupe plus spécialement de l'immigration. En 1850, il met au jour une œuvre politique, *Argiropolis ou la Capitale des États confédérés.* En 1851, c'est un nouveau journal qu'il fonde sous ce titre : *Amérique du Sud.* On le voit, c'était un travail incessant et une source intarissable. Vers la fin de cette même année, il quitte le Chili pour combattre Rosas dans les rangs de l'armée du général Urquiza. On le sait, le dictateur argentin fut vaincu à Caseros ; quelques heures plus tard, Sarmiento écrivait le récit de cette bataille dans le cabinet même de Rosas et avec la plume qui avait servi à signer tant d'arrêts de mort.

Sarmiento ne tarde pas à reconnaître que la victoire d'Urquiza n'a pas tué la tyrannie, qu'elle est prête à renaître entre les mains du vainqueur. Il adresse aussitôt une note au général Urquiza et lui fait part de la conviction où il était que celui-ci s'engageait dans une voie fatale, qui, tôt ou tard, effacerait la gloire qu'il venait de conquérir en affranchissant son pays. Il reprit la route du Chili, cette fois comme exilé volontaire. En passant par Rio-Janeiro, il fut retenu quelques semaines par S. M. I. Don Pedro II. Ce souverain éclairé avait lu et apprécié les ouvrages de Sarmiento, et, en l'admettant dans son intimité, il voulut lui prouver combien il estimait son mérite et son caractère. Elu plusieurs fois à cette époque député par quelques-unes des treize provinces argentines, il persista toujours dans son refus d'accepter ces fonctions, ne voulant à aucun prix siéger dans un congrès dont presque tous les membres étaient les instruments serviles d'Urquiza.

Sarmiento se fixa définitivement, en 1856, à Buenos-Ayres ; cette province était depuis trois ans séparée du reste de la Confédération. Il fut nommé directeur du département de l'instruction publique ; là encore, il parvint à organiser, à la ville et à la campagne, des maisons d'écoles dignes de nos plus grandes cités d'Europe. Par goût, Sarmiento est novateur, mais il est de ceux qui savent s'arrêter. Il dit lui-même que des torrents de sang peuvent couler par la fissure que laisserait, dans le mécanisme du gouvernement, la lacune de quelque rouage dont la pratique n'aurait pas subi l'épreuve.

Il prit une part très active dans la convention qui siégea à Santa-Fé en 1859 et vota l'union des quatorze provinces argentines et la modification de la Constitution fédérale. Cette situation nouvelle donna lieu à une scène curieuse, bien faite pour émouvoir ces jeunes peuples de l'Amérique.

M. Derqui venait de remplacer le général Urquiza dans la présidence des provinces argentines, sauf dans celle de Buenos-Ayres. Durant une semaine entière, M. Derqui, ainsi que son prédécesseur, le général Urquiza, devinrent les hôtes de Buenos-Ayres. Le général Mitre était gouverneur de cette province et M. Sarmiento ministre de l'intérieur. Ces quatre hommes politiques, qui avaient été si longtemps ennemis, se donnèrent l'accolade sur le môle en présence de cent mille personnes accourues pour être témoins de cette première entrevue. Cette scène un peu théâtrale, et que nous sommes mal placés pour juger, ne porta pourtant pas les fruits qu'on en attendait. L'union ne fut pas de longue durée. Deux ans après, on se rencontra sur le champ de bataille de Pavon. Ce fut alors que Sarmiento, chef d'état-major, se dirigea vers sa province natale accompagné de forces commandées par un brave officier, le colonel Sandes, qui avait reçu cinquante-deux blessures d'armes blanches et à feu. Après avoir dispersé les restes de l'armée d'Urquiza, Sarmiento entra à San-Juan, où il fut aussitôt proclamé gouverneur par acclamation.

Malgré les désordres fomentés dans les provinces voisines par le rebut des caudillos, qui opprimaient encore ces pays, il sut mener de front la guerre et les progrès intérieurs. La guerre finit par l'extermination de Chacho, le pire de tous les survivants de ces chefs de bandes. La province était complétement ruinée. Cependant M. Sarmiento parvint, à force de ressources ingénieuses, à rouvrir des écoles, à faire des routes, à construire des ponts, à paver les rues de la capitale, à organiser enfin une société pour exploiter de riches mines d'argent récemment découvertes. Quelques années auparavant, il avait usé de son influence à Buenos-Ayres pour encourager l'agriculture et pour stimuler l'immigration. Dans cette pensée, il avait créé une véritable colonie à Chivilcoy. En 1858, elle se composait de trente-neuf individus; aujourd'hui, on y compte dix-huit mille âmes! Même aux Etats-Unis, ce pays de colonisation par excellence, on ne trouverait guère d'exemple d'une prospérité si prompte. Sur son heureuse initiative, les fertiles îles du Parana, désertes et abandonnées jusqu'alors, se peuplent dès 1859. Ces colonies insulaires alimentent maintenant de leurs produits les marchés de Buenos-Ayres. Le français et l'italien sont les langues à peu près exclusivement parlées dans cet archipel. Rien n'est beau

comme ces îles couvertes d'arbres fruitiers et de plantations, produisant tous les fruits et tous les légumes de l'ancien et du nouveau mondes.

Plus tard, ministre de la République Argentine à Washington, M. Sarmiento suivit, avec tout l'intérêt qu'elles méritaient, les diverses phases de cette lutte gigantesque entreprise par M. Lincoln contre le Sud en scission. Son admiration pour ce grand citoyen, dont il a retracé la vie et honoré la mémoire, ne l'a pas empêché de rendre justice aux sentiments de modération de M. Johnson. Durant son séjour aux Etats-Unis, il avait créé une revue sous ce titre : *Ambas Americas*, qui avait pour but de faire goûter dans sa patrie certaines institutions de l'Amérique du Nord et surtout d'y propager son grand thème de l'éducation populaire.

C'est pendant son séjour dans l'Amérique du Nord que M. Sarmiento a été porté à la présidence de la République Argentine. Cet honneur, qu'il n'avait pas sollicité, est venu le trouver sur la terre étrangère, loin des brigues et des luttes électorales. Combien, dans l'histoire, peut-on compter d'élections accomplies aussi librement, en dehors de toute pression et de toute influence de gouvernement ou de parti ? (Voir Appendice, n° 9.)

Tel est l'homme de bien qui semble appelé à continuer et développer encore l'ère de prospérité inaugurée dans ces contrées fertiles par les soins du général Mitre. Comme Franklin, docteur *ad honorem* de l'université de Michigan, il a voulu étudier les causes du développement des autres nations ; il a vu de près les hommes et les choses; par la comparaison, il a pu mieux que tout autre former son jugement. Sa haute intelligence a beaucoup recueilli pour beaucoup semer. M. Sarmiento est essentiellement un homme de gouvernement ; il comprend parfaitement que le premier besoin de son pays est le respect de la loi et par conséquent de l'autorité chargée de la faire exécuter. Si ses vues et ses efforts sont secondés par ses concitoyens, on peut prédire un brillant avenir à la République Argentine. Déjà le début est d'un bon augure.

Depuis huit mois, deux partis se disputaient le pouvoir dans la province de Corrientes. Le gouvernement national s'était vu dans la nécessité d'y envoyer, du camp de Humaïta, un corps d'armée de quatre mille hommes. Les dispositions récentes prises par le président ont amené la pacification de cette province. Une partie de ces forces ont pu rejoindre les troupes argentines qui se trouvaient à Villeta au moment de l'assaut. Un des premiers soins du nouveau président a été de supprimer beaucoup d'emplois inutiles et toutes les sinécures. En destituant certains employés connus pour leurs malversations, le président a prouvé qu'il veut

introduire la moralité dans les diverses branches de l'administration. D'accord avec le gouvernement de la province, il a amélioré la police, l'administration des postes de Buenos-Ayres, œuvre déjà commencée par un habile administrateur, M. Posadas, le système de défense des frontières, jusqu'alors livrées aux déprédations des Indiens. Bientôt ces frontières seront efficacement protégées par l'établissement de colonies militaires. Des terrains propres à l'agriculture seront concédés en toute propriété à des colons, qui recevront en même temps une solde de l'Etat. Ce genre de colonisation est nouveau dans la République Argentine, et les Européens qui voudront en faire partie devront, à cet effet, prendre des engagements avant de quitter l'Europe. Nous entrons dans ces explications parce que quelques journaux mal informés ont annoncé que des émigrants débarqués à Buenos-Ayres avaient été enrôlés comme soldats. C'est une assertion erronée : tous les émigrants qui se rendent sur les bords de la Plata peuvent, dès leur arrivée, s'occuper de leur profession, sans avoir affaire au gouvernement, dont la seule action se borne à leur offrir l'hospitalité dans l'*Asile des immigrants*. Ils y sont logés et nourris gratuitement jusqu'au jour où ils trouvent un emploi lucratif à leur convenance. Faut-il donc s'étonner si le chiffre des émigrants débarqués à Buenos-Ayres, qui, en 1858, n'était que de 5,000, s'est élevé en 1867 à 23,500, et, pendant les dix premiers mois de 1868, à 34,000, sur lesquels 4,500 ont reçu à l'Asile une bonne hospitalité. Personne ne sait mieux que M. Sarmiento, admirateur convaincu de la grande République du Nord, que c'est surtout à l'émigration européenne que celle-ci doit sa merveilleuse prospérité. Pour prouver tout l'intérêt qu'il y attache, il a commencé par établir, dans le palais même du gouvernement, un bureau spécial pour l'immigration et aussi un bureau topographique pour le règlement de toutes les questions qui se rapportent aux terrains publics. Un décret du 2 novembre accorde un délai de six mois pour décerner le prix de quarante mille francs voté par le Congrès en faveur du meilleur procédé pour la conservation des viandes fraîches. Un autre décret attribue une somme de soixante-quinze mille francs pour l'établissement à la Rioja d'un collége national et de onze écoles dans les départements de cette province, située à plus de 400 lieues de Buenos-Ayres, et par cela même plus difficile à défendre contre les incursions des caudillos, fléau de ces contrées. Toutes ces mesures prouvent la résolution bien arrêtée du nouveau président d'établir l'ordre et la paix jusqu'aux points extrêmes de la république. Enfin, le gouvernement de la province de Buenos-Ayres, qui, depuis 1853, a toujours marché dans la voie du progrès, vient de témoi-

gner de son désir d'y persévérer. Les Chambres législatives ont voté 40 millions de francs pour continuer le chemin de fer de l'ouest à travers la Pampa jusqu'aux pieds des Andes.

CHAPITRE III

Les jeunes républiques de la Plata seraient-elles destinées à fournir des exemples et des leçons à notre vieille Europe ? Devrions-nous apprendre d'elles comment on monte au pouvoir avec honneur et comment on en descend avec gloire? Le prédécesseur de M. Sarmiento, le général Mitre, après avoir donné mille preuves de dévouement à sa patrie et à la cause de la liberté, est descendu du siege présidentiel simplement, noblement, sans essayer de retenir un instant de plus le pouvoir entre ses mains. Est-ce là cet homme qu'on s'était plu à représenter ici comme un usurpateur ambitieux? Est-ce là celui qu'on a peint comme un instrument aux mains du Brésil, sacrifiant à son amour pour le pouvoir ses devoirs envers la république? C'est le contraire qu'il eût fallu dire, car rien n'était plus propre à nuire aux intérêts de son pays qu'une entente cordiale contre le Brésil avec le tyran paraguayen. On lui en veut



beaucoup en certain lieu de n'avoir pas trahi ces intérêts, d'avoir signé avec un gouvernement honnête et libéral un traité qui devait ouvrir les rivières du Paraguay au commerce du monde entier et venger en même temps l'honneur outragé de la République Argentine, les droits violés de l'humanité; on lui en veut enfin d'avoir été fidèle à la foi jurée. Nous ne croyons pas qu'un esprit droit et impartial puisse hésiter à honorer le général Mitre pour cette conduite dont on lui fait un crime. Tel est l'aveuglement de ceux que le despotisme de Lopez a charmés, qu'ils ne reculent même pas devant la critique des actes les plus honorables, et qu'ils englobent dans leur folle haine les caractères les plus intègres, les hommes les plus intelligents de ces pays lointains. S'il est un homme digne de respect, un savant digne de sympathie, c'est bien le docteur Velez Sarsfield. Il a sa place marquée parmi ceux qui ont rendu les services les plus éminents à leur pays. C'est à ce savant jurisconsulte qu'on est redevable du code de commerce qui a introduit les plus heureuses réformes dans les relations commerciales. Plus récemment, il s'est chargé de la rédaction d'un code civil. Le crime dont on accuse M. Velez Sarsfield est des plus curieux : il a trahi son pays en allant puiser dans le code civil du Brésil les éléments du code civil destiné à Buenos-Ayres. Plus d'un pays de l'Europe pourrait se féliciter d'être soumis à des lois civiles aussi libérales, aussi bien pondérées, aussi justes que celles du Brésil; mais il ne convient pas de l'avouer quand on veut tromper l'opinion et semer des préventions dans le public. Plus juste ou mieux renseigné, M. Edouard Laboulaye estime que, sur cette matière, le travail de M. Velez Sarsfield est l'ouvrage le plus remarquable qui existe.

D'autres services encore recommandent M. Velez Sarsfield aux respects des honnêtes gens. Quelque temps après la chute de Rosas, il entreprit de rendre la vie à un établissement financier complétement ruiné et discrédité par l'abus qu'en avait fait le despote de Buenos-Ayres. C'est à sa persévérance, à son talent qu'est due la réorganisation de la Banque de la province de Buenos-Ayres sur des bases larges et solides. Pendant quatorze ans, il a toujours fait partie du directoire, qui se renouvelle tous les six mois; il n'a cessé d'être le conseiller, l'âme de ce directoire, et aujourd'hui cette Banque occupe le premier rang parmi les établissements financiers du pays. M. Velez Sarsfield en est considéré comme le véritable fondateur. En arrivant au pouvoir, M. Sarmiento a cherché parmi les hommes les plus dignes de le partager avec lui, et il a confié à M. Velez Sarsfield le portefeuille le plus important, celui de l'intérieur.

Nous avons relevé en passant quelques-unes des erreurs qu'on

essaye de propager ici sur les hommes et la République de la Plata. Ce n'était vraiment pas la peine. Quelle créance peut-on accorder aux écrivains qui affirment sérieusement qu'à Buenos-Ayres toute union qui n'est pas consacrée par le culte catholique reste qualifiée de concubinage? On ne peut montrer plus d'ignorance du sujet dont on parle : il y a plus de quinze années que les ministres protestants ont, pour célébrer les mariages, les mêmes droits que les prêtres catholiques.

CHAPITRE IV

Le général Mitre, dont le nom a été si souvent prononcé depuis la guerre du Paraguay, est un homme de taille médiocre. Le teint mat de son visage ressort vivement encadré dans une barbe et de longs cheveux noirs. Ses grands yeux noirs et ses traits ont une expression de mélancolie et de douceur qui surprennent d'abord chez un soldat aussi hardi. Son front porte la trace d'une blessure reçue au siége de Buenos-Ayres (1853). Au repos, le général Mitre paraît de nature maladive ; ses organes semblent languissants, mais aussitôt qu'il s'anime dans la conversation ou qu'il porte la parole en public, sa physionomie s'éclaire, ses yeux brillent ; il s'approprie tout à coup et sans effort tout ce qui constitue l'action oratoire : accent, sentiments, idées. Sa voix pleine et sonore électrise ses auditeurs ; il a l'étoffe de l'orateur. C'est un homme d'érudition profonde, de parole facile, élégante. Il n'a jamais visité l'Europe, et

cependant il a un goût prononcé pour les arts. Sa bibliothèque, la plus complète de Buenos-Ayres, ferait honneur à plus d'un de nos bibliophiles. Elle renferme une collection précieuse de livres en langues indiennes de tout le continent américain. Les ouvrages anciens et modernes indiquent, dès la première inspection, le choix judicieux d'un savant. Son cabinet est orné de quelques tableaux de mérite, de bronzes et de marbres judicieusement choisis, et il possède quelques beaux tiroirs de médailles.

L'écrivain n'est pas moins remarquable que l'orateur ; poète, publiciste et historien, il a su se distinguer dans tous les genres. Sa *Vie du général Belgrano* montre des qualités d'historien. L'époque qu'il a décrite est celle de l'émancipation, dont Belgrano fut une des grandes figures, dans un temps où les grandes figures n'étaient pas rares. Cette histoire est écrite à larges traits et d'une main sûre.

Comme la plupart des hommes éminents de ces républiques, Mitre est soldat. Il fit ses premières armes au mémorable siége de Montevideo. Après un séjour de deux années parmi les vaillants défenseurs de cette place, il passa en Bolivie et plus tard au Chili, où il acquit de la réputation dans la presse. A la fin de 1851, il quitta ce pays avec son ami Sarmiento, et tous deux se trouvèrent, le 3 février 1852, à la bataille de Caseros, qui décida du sort de Rosas. Quelques mois après, la voix éloquente de Mitre s'élevait déjà contre le despotisme d'Urquiza, ce qui lui valut les honneurs de l'exil. Ses efforts et ses talents n'y furent pas perdus pour la cause de la patrie et de la liberté.

En 1862, il fut porté à la présidence par le suffrage unanime des délégués des quatorze provinces argentines. Il lui était réservé l'honneur en cette circonstance de constituer la nationalité argentine, en réunissant en un faisceau ces quatorze provinces, jusqu'alors séparées. C'est à l'administration sage et éclairée du général Mitre que l'on doit l'établissement définitif d'un ordre de choses stable et régulier. Avant lui, excepté à Buenos-Ayres, tout était un vrai chaos ; c'est sous son gouvernement qu'a commencé ce courant d'immigration européenne qui a si puissamment contribué au développement dans ce pays du commerce et de l'industrie.

Pendant cette période, on a vu s'élever des villes et des villages, tracer des chemins de fer, établir des tram-ways, créer des entreprises de navigation, des fabriques, des usines de tous genres. C'est surtout dans la province de Buenos-Ayres que ces progrès se sont manifestés. Elle était mieux préparée que toutes les autres, par ses institutions libérales, pour recevoir ces robustes travailleurs sans lesquels les efforts du pays seraient demeurés stériles. Cependant,

parmi les chemins de fer que l'administration du général Mitre a tant contribué à construire, il faut citer le *Central argentin*, partant du Rosario de Santa-Fé, port situé sur le rio Parana. (Voir Appendice, document n° 10.)

Cette voie ferrée se termine à Cordova, et son parcours est de 330 kilomètres. Sur la proposition du docteur Aguirre, député de la nation, le Congrès a voté, dans sa dernière session, avec un embranchement au Rio 4°, la prolongation de ce chemin jusqu'à Salta, capitale de la province de ce nom et limitrophe de la Bolivie. (Voir Appendice, document n° 11.)

La première partie est presque terminée jusqu'à Cordova, et on ne doutera plus de son importance, quand on saura qu'il est destiné à traverser les Andes et à former ainsi une communication interocéanique. En attendant, Cordova devient le grand entrepôt des provinces du nord de la République Argentine, ainsi que de la Bolivie et du Pérou. A l'occasion de l'inauguration de toute cette voie ferrée qui se fera en 1869, une exposition des produits des quatorze provinces argentines aura lieu à Cordova. (Voir Appendice, document n° 12.)

Avant la présidence du général Mitre, la Constitution était lettre morte. Depuis Rivadavia, il est le seul président qui ait su respecter toutes les libertés : la liberté individuelle, la liberté de la presse, la liberté de la tribune, la liberté de réunion et d'association, la liberté des cultes et de l'enseignement. Le renom en est venu jusqu'en Angleterre, mais il faut supposer qu'il n'a pas passé le détroit, puisqu'en France il est des publicistes qui l'ignorent. Mieux instruite qu'eux, la souveraine d'un pays libre, la reine Victoria, a chargé naguère son ministre plénipotentiaire à Buenos-Ayres de féliciter le président Mitre de la manière sage et loyale dont il avait gouverné la République Argentine. Il y a quatre ans de cela ; c'était au moment où allaient s'ouvrir les hostilités contre le Paraguay. Personne alors ne connaissait cette Chine américaine, ni ses formidables forteresses, ni les immenses ressources militaires accumulées pendant quinze ans par Lopez Ier et par Lopez II. Le général Mitre put se faire illusion et croire qu'en trois mois c'en serait fini de ce méchant tyranneau. La guerre du Paraguay a entraîné des complications inattendues et paralysé le prodigieux élan des premières années de la présidence du général Mitre. Mais quand on réfléchit aux circonstances qui ont provoqué cette guerre, on est amené à conclure que c'était là un mal nécessaire qu'il fallait tôt ou tard subir. Nous étions à Buenos-Ayres à cette époque (1865). Le mot de guerre était dans toutes les bouches. Le général Mitre, dans cette circonstance, obéit à la voix du peuple, en même temps qu'il fit un

acte de sage et prudente politique, en s'alliant avec le Brésil pour une action commune. Aujourd'hui, le succès a couronné, après de grands efforts, les armes des alliés, et l'on peut hautement affirmer que cette première présidence des quatorze provinces argentines n'a été ni sans gloire ni sans profit. Il a pris ces provinces dans un état de délabrement que la richesse extraordinaire du sol avait été impuissante à conjurer en face de la tyrannie ; il les rend dans un état de prospérité et de gloire qu'elles n'avaient pas connu jusqu'ici.

Au moment de quitter le pouvoir, ce magistrat intègre, l'homme probe dont les mains sont pures de toute souillure, loin de faire un 2 décembre, comme on l'insinuait un peu trop hâtivement, a prononcé des paroles que nous voudrions retrouver dans une bouche française : « Citoyens, a-t-il dit, je viens de signer le décret qui met le citoyen Domingo-Faustino Sarmiento en possession du pouvoir suprême de la République. Puisse le ciel combler de bénédictions sa période constitutionnelle ! Que la sagesse, la haute raison et le patriotisme président à ses inspirations dans les conseils du gouvernement ! Qu'il procure à notre patrie une longue série de jours sereins de paix et de bonheur ! Qu'il marche toujours dans le sentier de la justice et de la loi, sous les auspices de Rivadavia, dont la grandeur morale nous dirige encore du fond de la tombe ! Puisse-t-il enfin, lorsqu'il descendra à son tour du poste élevé auquel il est appelé aujourd'hui par le vœu national, emporter l'estime et l'amour de ses concitoyens ! » Puis, s'adressant à M. Sarmiento, il lui dit : « Citoyen président, je mets sur vos épaules l'écharpe présidentielle, avec les couleurs de notre drapeau, qui symbolise la part de souveraineté que vous allez représenter. Je mets entre vos mains le bâton du commandement, signe de l'autorité avec laquelle vous devez protéger les bons, imposer aux méchants, et qui doit vous servir d'appui dans la route longue et pénible que vous allez parcourir. Votre Excellence est en possession du mandat suprême et de ses attributs. Monsieur le président, après avoir rempli le devoir de déposer entre vos mains l'autorité qui m'avait été confiée, j'ai l'honneur d'être le premier citoyen argentin à vous féliciter pour la confiance que vous avez méritée et à vous présenter, du sein du peuple, l'hommage d'un profond respect et de l'obéissance comme à l'élu du peuple et au représentant de la loi de mon pays. Que Dieu et le peuple protégent Votre Excellence ! »

Cette scène avait pour témoins les représentants des puissances étrangères. M. Noël, ministre de France, prit la parole au nom du corps diplomatique et exprima la ferme confiance que la nouvelle

administration s'inspirerait des mêmes sentiments que celle du général Mitre, qui n'a cessé de faire preuve d'une constante courtoisie et d'un esprit d'équité dans toutes les relations internationales.

CHAPITRE V

On a essayé à diverses reprises, et dans des vues que nous n'avons pas à examiner ici, de verser la calomnie sur les gouvernements des deux républiques de la Plata et sur leur allié le Brésil, qu'on représentait comme un conquérant avide étendant déjà une main pesante sur les rives de la Plata. Après ce que nous venons de dire de la République Argentine, il ne nous reste que quelques mots à ajouter sur les hommes qui se trouvent placés à la tête de l'Etat Oriental de l'Uruguay.

Depuis 1829, époque de la création de ce nouvel Etat, deux partis se sont disputé le pouvoir. Le parti blanco a eu successivement pour alliés Rosas, Urquiza et Lopez. Ces trois noms portent avec eux leur signification. Le parti colorado, appuyé de la population européenne, a été soutenu au contraire par les gouvernements de la France, de l'Angleterre et du Brésil; c'est grâce à ces appuis que



la république a pu conserver son indépendance. A la longue liste de forfaits accomplis ou tentés contre leur patrie par les coryphées du parti blanco, il faut aujourd'hui en ajouter un qui ne peut plus être contesté même par les plus incrédules. Le docteur Carreras, chef du parti blanco, avait été chargé par son gouvernement de négocier un traité avec le dictateur de l'Assomption. Ce traité fut signé en 1864. C'est par suite de cette négociation que Lopez a fait saisir successivement, sans déclaration de guerre, deux vapeurs de guerre, brésilien et argentin, et envahir par ses forces la province brésilienne de Mato-Grosso et la province argentine de Corrientes. Après son arrestation opérée à l'Assomption par les ordres de Lopez, le docteur Carreras est resté plusieurs mois emprisonné. Sa mort a été annoncée prématurément pendant son incarcération ; il a été plusieurs fois visité par Lopez, et chaque fois le despote reprochait au négociateur blanco de l'avoir engagé dans une guerre insensée et fatale. On prétend même que le dictateur, dans un moment de rage, l'aurait frappé au visage. Le 23 septembre a eu lieu l'exécution de tous les Orientaux qui avaient accompagné le docteur Carreras dans sa mission au Paraguay, comme aussi de tous ses compatriotes qui plus tard étaient venus le rejoindre pour faire partie de l'armée de Lopez. Aucun supplice n'a été épargné à Carreras; le despote a voulu qu'il assistât aux derniers moments de ses concitoyens, qui, tous, ont été fusillés sous ses yeux. Quant au négociateur blanco, on a commencé par lui couper la main droite, qui avait rédigé et signé le traité de 1864. Puis, pendant six heures, on lui a fait subir des tourments tellement atroces que la plume se refuse à les retracer; on est resté sourd à toutes ses supplications. Il appelait la mort avec instances. Ces faits odieux, qui réfutent les allégations tendant à faire peser sur les alliés la responsabilité de la guerre, font à la fois connaître la moralité du parti blanco et la vertu de son digne allié.

C'est donc au parti blanco, au parti blanco seul, que l'on doit reprocher le crime de lèse-patrie ; une pareille accusation, adressée au parti colorado, ne prouve que la plus insigne mauvaise foi ou l'ignorance la plus complète des événements qui ont eu lieu depuis la fondation de cette république.

Sans doute le parti colorado a successivement reçu l'appui de la France, de l'Angleterre et du Brésil.

Ce sera un éternel honneur pour ce parti d'avoir sans cesse cherché à se rapprocher des nations civilisées, comme ce sera une honte ineffaçable pour le parti blanco de n'avoir jamais eu pour alliés que des tyrans odieux, tels que Rosas, Urquiza et Lopez.

Parmi tant d'hommes illustres du parti colorado, combien de

noms ne pourrions-nous pas citer? Pacheco y Obes, cet intrépide organisateur de l'héroïque défense qui a immortalisé Montevideo (1843-18 1); César Diaz, Tajes, Batlle, Solsona, José Maria Munos, et ce vaillant chef, le général Florès, justement surnommé le Bayard Oriental; n'oublions pas non plus le vénérable Joaquin Suarez. La République Orientale vient de perdre en lui un noble cœur, un patriote dévoué, un grand citoyen. Président pendant tout le mémorable siége de Montevideo, il n'hésita pas, pour sauver sa patrie de la tyrannie de Rosas, à sacrifier sa fortune entière, 8 millions de francs, et plus tard ce Cincinnatus Oriental refusa toute indemnité.

La nouvelle présidence de l'Etat oriental compte à peine une année d'existence, et tout le monde est aujourd'hui d'accord sur le mérite de celui sur lequel les chambres ont spontanément fixé leur choix le 2 mars 1868.

Le général don Lorenzo Batlle a dépassé la cinquantaine. Son teint blanc ressort sous sa longue barbe noire, qui commence cependant à grisonner. Sa physionomie est agréable et ses yeux intelligents ajoutent encore à l'expression de sa figure, pleine de bienveillance et de bonté. Il est d'une taille élevée; sa prestance, digne et grave, porte le cachet de la vraie distinction. L'aménité de son caractère le rend d'un accès facile pour tous.

Il était encore jeune lorsque ses parents l'envoyèrent en Espagne; il y fit ses études classiques et suivit plus tard les cours supérieurs de l'Université. Son instruction est très variée. La littérature française lui est aussi familière que la littérature espagnole.

Il n'avait pas encore trente ans lorsque le siége de Montevideo l'obligea à suivre la carrière des armes. Pendant et après ce long siége, il fut plusieurs fois ministre, soit au département de la guerre, soit à celui des finances. Dans ces hautes positions, il a toujours fait preuve de capacité et de probité. Aussi, après l'affreuse catastrophe qui a privé la république d'un patriote illustre, le brigadier général Florès, il était difficile de faire, comme président de l'Etat oriental, un choix meilleur que celui du général Batlle. Son dévouement à la patrie lui a imposé le devoir d'accepter ce poste élevé dans la situation si grave et si périlleuse où le parti blanco venait de plonger le pays en assassinant en plein jour le vaillant chef du parti colorado. Au reste, toutes nos correspondances assurent que le général Battle est le meilleur président que ce pays, si longtemps bouleversé, ait encore eu.

On s'est complu à exalter Lopez, deuxième du nom, un des tyrans les mieux caractérisés que l'histoire ait eu à flétrir; on a gémi sur le sort réservé à son *petit* peuple si brave, si heureux et si atta-

ché à son maître. Le peuple était petit, mais sa position à l'abri derrière d'immenses marécages était inexpugnable; il était brave, mais heureux? c'est qu'on écrit ici et ce que nul ne pense là-bas; s'il était attaché à son maître, c'était à la manière du chien que le maître a battu. Nous n'avons pas attendu jusqu'à présent pour dire à quel degré d'asservissement était réduit le Paraguay depuis cinquante années [1]. Jamais gouvernement n'a mieux démontré la vérité de ces paroles de M. Guizot : « Il n'y a pas de plus mauvaise école que le pouvoir absolu... Ceux qui sont puissants poussent leur volonté jusqu'à la démence. » L'étude des dernières années du pouvoir despotique de Lopez II confirmera cette pensée.

Le Paraguay compte une population de 800 mille âmes. Sur l'ordre du Suprême (el Supremo), il a fallu que tout homme devînt soldat; c'est ainsi qu'en 1865, Lopez II a pu commencer sa campagne contre les alliés avec une armée de cent vingt mille hommes. Ses approvisionnements en armes et en munitions auraient suffi pour une guerre de cinquante ans. A toutes ces ressources, il faut ajouter les forteresses élevées sur le Parana et sur le Paraguay, non pas aux dépens du trésor public, mais littéralement par la sueur du peuple. Nous parlerons tout à l'heure de la plus formidable de ces forteresses. Il n'est pas douteux que si, à cette époque, le dictateur eût franchi les rios Parana et Uruguay avec la moitié seulement de son armée, il se fût rendu maître de l'immense bassin du Rio de la Plata et aussi de la province brésilienne du Rio-Grande du Sud. Les alliés n'avaient alors aucune force à lui opposer. Ambitieux vulgaire, il s'est borné à l'invasion de deux provinces voisines au nord et au sud du Paraguay. Sa profonde politique a été de détruire tout ce qu'il ne pouvait prendre. Un ouvrage vient de paraître à Londres sur les préparatifs militaires et maritimes de Lopez, où l'auteur, M. Hadfield, saisit bien les vues et les projets du personnage : « La vérité, dit-il, est que Lopez a toujours convoité cette partie du territoire nommée « les Missions, » où jadis le pouvoir des jésuites était le plus puissant, partie qui appartient aujourd'hui à la République Argentine et dont la possession lui aurait donné pour limite le rio Uruguay et l'aurait ainsi rapproché du port de mer de Montevideo, point important qu'il souhaitait vivement posséder. »

En 1866, les alliés parviennent, après plusieurs combats, à effectuer le passage du Parana. « Un seul boulet, tiré dans la direction du camp de Lopez, suffit pour le mettre en fuite et le forcer à chercher un refuge dans Humaïta. Il y avait fait construire pour lui une habitation voûtée dont les murailles avaient vingt pieds

[1] Voir la *Revue contemporaine* du 31 janvier 186?.

d'épaisseur; là, il passait des semaines entières sans sortir, et pendant que son journal (*el Semanario*) relatait avec emphase les hauts faits de Lopez le Grand, qu'il exaltait *l'intrépide courage du héros paraguayen qui savait mener ses vaillantes légions de victoire en victoire*, il restait, lui, tremblant de frayeur, dans sa cave, n'osant en sortir par crainte d'un boulet ! » Ces lignes sont extraites textuellement d'une note écrite par M. Washburn, ministre des Etats-Unis au Paraguay. Nous affaiblissons plutôt que nous n'exagérons les faits contenus dans ce document et dans quelques autres.

Humaïta, place forte dont il a été tant parlé dans ces derniers temps, était la principale forteresse de Lopez. Elle est située sur une presqu'île formée par le rio Paraguay, qui décrit en cet endroit une courbe rapide et saillante. La rive était armée de sept batteries, dont six ouvertes et abritées par un parapet fort bas; la batterie centrale, dite de *Londres*, était seule couverte. A l'intérieur, elle ressemblait au fort Constantin qui domine l'entrée de Sébastopol. Les six autres batteries avaient une esplanade pour 40 pièces de canon. Sous l'esplanade d'une autre batterie appelée la *Chaîne* passait la chaîne qui barrait le fleuve. Celle-ci se composait de deux grosses chaînes et de quatre plus minces, tendues par le moyen d'un treuil en bois très solide. Autour de l'enceinte de Humaïta régnait un parapet de 1 mètre et demi de hauteur, et au pied un fossé de 3 mètres de large, dont la profondeur variait de 2 à 3 mètres. La circonférence de cette place était d'environ 13 kilomètres, sa forme celle d'un polygone irrégulier, défendu par deux cents pièces d'artillerie. Du côté du sud, jusqu'au fleuve, le terrain était inaccessible et formait des lagunes et des marais. On avait renforcé les points les plus faibles au moyen de quelques canons, de troncs et de branches d'arbres. Telle est la place que l'on désignait là-bas sous le nom orgueilleux de Sébastopol paraguayen. Cette forteresse n'était pas facile à prendre, moins à cause de ses défenses habilement ménagées et de sa puissante artillerie qu'en raison de sa situation et de ses redoutables abords.

A la fin d'août, le baron de Triumpho, à la tête de l'avant-garde de l'armée alliée, commença à traverser la rivière Jacaré, nom guarani du caïman, lequel se trouve par milliers dans ses eaux. Après avoir chassé l'ennemi devant lui, il campa entre les rios Jacaré et Tebicuary. Le lendemain il donna l'assaut aux forts de Tebicuary, et cette position qu'on prétendait aussi formidable que celle de Humaïta, tombait, après un combat de deux heures, au pouvoir des Brésiliens. Le dictateur s'était bien gardé d'attendre les alliés dans son camp de San Fernando. Il avait fait comme en 1866, lorsque les

alliés ont passé le rio Parana. Il avait fui comme il avait fui en février dernier, lorsque l'escadre brésilienne avait franchi les batteries de Humaïta; il avait fui précipitamment, laissant derrière lui bagages, armes et munitions, et entraînant les restes d'une armée démoralisée. Le caractère du tyran se dessine clairement dans ses actes. « Un jour, raconte M. Washburn, il y a près de deux années, le dictateur sortit à cheval avec l'évêque et son état-major. Une bombe tombe à une distance d'un demi-mille de Son Excellence; immédiatement le brave Lopez tourne bride et se met à courir comme une brebis effrayée, suivi de ceux qui l'accompagnaient. La frayeur du bon évêque fut telle, qu'en galopant il perdit son chapeau. Après cette aventure, Lopez ne fut plus tenté de s'approcher si près de la mitraille. »

A quel degré d'abrutissement est donc descendu le peuple qui se laisse conduire à la mort par un pareil chef? M. Sarmiento et M. Washburn vont nous l'apprendre. Dans un article adressé au *Daily Advertiser* de Boston, M. Sarmiento peint en quelques mots la situation matérielle et morale du Paraguay : « N'est-ce pas, dit-il, la marque de la tyrannie la plus odieuse qui soit connue parmi les peuples de race européenne, de prétendre qu'il est heureux pour le Paraguay que les habitants marchent encore tout nus ou en puncho, et qu'ils n'aient jamais entendu prononcer le mot *liberté?* Ont-ils donc été bien heureux d'être privés, pendant un demi-siècle, de tout commerce et de tout contact avec le monde, dans la crainte qu'ils ne subissent l'influence des idées d'indépendance?» Réduit à un pareil état, comment expliquer la valeur et la constance que ce peuple a montrées dans la guerre qui prend fin en ce moment? « Ce n'est pas, dit le ministre des Etats-Unis, par excès de courage ni par dévouement à Lopez que le soldat paraguayen se bat vaillamment et sait supporter les privations. Tout consiste dans le système militaire de Lopez. A lui les honneurs de l'invention ! Marcher en avant est toujours ce qu'il y a de moins dangereux pour le soldat. Le dictateur n'a aucune confiance dans son armée; il est convaincu qu'elle l'abandonnera dès qu'elle le pourra. Par conséquent, dans chaque combat, les soldats qui occupent le premier rang ont ordre de se faire tuer jusqu'au dernier. Le second rang doit faire feu sur tout soldat qui tenterait de fuir ou de passer à l'ennemi, et s'il manquait à ce devoir, la punition ne se ferait pas attendre, car les rangs suivants ont ordre expresse de le fusiller. C'est par la terreur qu'impriment ces exécutions successives que Lopez est parvenu à se former une armée dont chaque soldat semblait défier la mort. Malheur aux officiers qui, accablés par le nombre ou le courage de leurs ennemis, se voient forcés d'abandonner

leur poste. Ils sont aussitôt passés par les armes et leurs soldats décimés. »

Le diplomate qui s'exprime ainsi a vécu longtemps dans l'intimité du despote. Pendant trois années, ses efforts ont été incessants pour provoquer la guerre entre les États-Unis et les alliés. Mais M. Washburn d'ami est devenu ennemi le jour où Lopez sut que cet agent avait demandé son remplacement et qu'il se disposait à quitter le Paraguay. Ce diplomate avait reçu bien des confidences de Lopez. Ne pouvait-il pas dévoiler les méfaits du gouvernement paraguayen? Dans la pensée de Lopez, les morts seuls sont muets.

Voici le stratagème auquel le tyran eut recours pour se mettre en garde contre les indiscrétions de l'agent américain. Il connaissait le caractère faible et pusillanime de M. Washburn; il n'hésita pas à le transformer en un hardi conspirateur, coupable du crime de haute trahison, qui avait voulu attenter à la vie du Suprême, auprès duquel il était accrédité. Aussitôt les arrestations et les exécutions commencèrent. A la tête des conjurés, après M. Washburn, figurent M. Berges, ministre des affaires étrangères; les frères du despote, Venancio et Benigno Lopez; ses beaux-frères et beaucoup d'autres personnages notables, parmi lesquels se trouvait le chancelier du consulat français. Tous ceux qui se réfugiaient à la légation nord-américaine devenaient immédiatement suspects et étaient infailliblement arrêtés. Quarante soldats de police faisaient nuit et jour la garde autour de cette habitation. Pendant plus de deux mois, des réclamations furent adressées au ministre des Etats-Unis pour qu'il livrât à Lopez les membres de la légation, qui, bien entendu, devaient faire partie de la prétendue conjuration. Le tyran n'osait pas les faire prendre de force. A ce sujet, une correspondance longue et curieuse s'établit entre M. Washburn et M. Benitez, ministre des affaires étrangères.

Dès le 20 juin, M. Benitez demande à M. Washburn si un sujet portugais, M. José-Maria Leite Pereira, avait cherché un asile à la légation des Etats-Unis; en même temps, le ministre de Lopez prie M. Washburn de lui adresser la liste de toutes les personnes réfugiées à sa légation. Le 22, M. Washburn, à qui la responsabilité de sa situation avait rendu quelque énergie, répond que ces questions n'intéressent que sa légation, que c'est uniquement par courtoisie qu'il croit devoir satisfaire aux désirs du ministre. M. Washburn envoya donc la liste réclamée, sur laquelle se trouvait porté M. Leite Pereira, consul du Portugal, qui, depuis le 16 juin, s'était abrité sous la protection du drapeau étoilé. Le 27, M. Benitez expédie une note à M. Washburn pour réclamer M. Leite Pereira. Un agent de police devait se présenter à la légation deux heures après pour

s'emparer de la personne du consul portugais, qui était accusé, disait la note, d'un crime qui l'obligeait à comparaître devant la justice. M. Washburn refuse naturellement de livrer M. Leite Pereira et s'étonne de la prétention qu'on élève. Il cite l'autorité de M. Pinheiro Ferreira sur les droits et immunités consulaires. A son tour, M. Benitez riposte le 11 juillet. Il se plaint de la résidence de M. Washburn à l'Assomption depuis que cette capitale est déclarée place de guerre; il méconnaît formellement le droit de M. Washburn de ne pas donner satisfaction à ses réclamations. Quant à la demande de M. Washburn touchant les accusations spéciales qui pèsent sur M. Leite Pereira, le ministre dit que celui-ci avait violé des dispositions gouvernementales; il ne reconnaît à M. Washburn aucune faculté pour juger les actes de M. Leite Pereira, auquel il refuse d'ailleurs tout caractère diplomatique; il renouvelle la demande d'expulsion de M. Leite Pereira et de tous les hôtes de la légation. Le 12 juillet, M. Washburn, sans admettre l'opinion de M. Benitez relativement aux droits et aux immunités des ministres étrangers, lui annonce que M. Leite Pereira avait spontanément résolu de quitter la légation. Ajoutons, avant d'aller plus loin, que le consul portugais fut immédiatement arrêté sous l'inculpation d'avoir distribué des secours aux prisonniers brésiliens, jugé sommairement et fusillé. Le même jour, mêmes réclamations de M. Benitez pour l'extradition du docteur Carreras et de son secrétaire Rodriguez. Ces deux Orientaux, ennemis acharnés du Brésil, sont accusés d'être les chefs d'une conspiration tramée contre Lopez par le marquis de Caxias. Le 13, M. Washburn fait savoir à M. Benitez le départ de MM. Carreras et Rodriguez de la légation. M. Benitez aussitôt s'empresse de réclamer MM. Porter Bliss et Masterman. Mais la situation s'aggrave : M. Bliss, nord-Américain et homme de lettres, avait été attaché à la légation des Etats-Unis en qualité de traducteur, et M. Masterman comme médecin. Cette fois, par sa dépêche du 14, M. Washburn refuse péremptoirement de les livrer et les déclare inviolables comme membres de sa légation. En même temps, il manifeste le regret d'avoir perdu la confiance du gouvernement du Paraguay, lui qui s'était employé à faire éclater la guerre entre les Etats-Unis et le Brésil. M. Washburn déclare enfin qu'un séjour encore prolongé à l'Assomption n'aurait aucune utilité, ni pour son gouvernement ni pour le Paraguay; il réclame par conséquent ses passe-ports. Le 16, M. Benitez cherche à dissiper les alarmes de M. Washburn et ne lui dissimule pas l'espérance qu'il a conçue d'un rapprochement. Le 19 juillet, M. Benitez demande, pour la troisième fois, que MM. Bliss et Masterman lui soient livrés, le premier étant accusé de complicité dans une conjuration [illegible]

pour objet d'assassiner le chef de l'Etat. M. Washburn invoque aussitôt les autorités les plus respectées en faveur de son droit; il accumule citations sur citations à l'appui de son système, maintient avec une certaine fermeté les droits et les immunités des personnes appartenant aux légations étrangères. Il admet que le gouvernement offensé peut requérir que les inculpés soient envoyés dans leurs pays pour y être jugés; quant à la conspiration, il n'y croit pas. Le 23, M. Benitez demande que M. Washburn lui livre un paquet cacheté contenant des documents remis par M. Berges audit ministre, et réclame encore une fois MM. Bliss et Masterman. A la même date, M. Washburn répond qu'il n'a reçu aucun paquet de M. Berges. Le 25, M. Washburn annonce qu'il est décidé à garder chez lui MM. Bliss et Masterman jusqu'à ce qu'ils soient rapatriés pour être jugés par les tribunaux de leur pays. M. Washburn veut si peu protéger des criminels, qu'il se propose de ne rien négliger pour aider le gouvernement paraguayen dans la découverte de la vérité. Il signale à M. Benitez un moyen de s'emparer de MM. Bliss et Masterman, toutefois sous la responsabilité du gouvernement du Paraguay. Ce conseil irrite M. Benitez, qui, par une note du 31 juillet, insiste sur la nature du droit d'asile tel qu'il est défini, suivant lui, par le droit public et par la pratique moderne. Il déclare que le refus de M. Washburn n'a aucun fondement, et qu'il agit bien certainement pour des causes autres que celles qu'il allègue. A partir de cette date, la correspondance entre dans une phase nouvelle. Les déclarations de M. Berges accusent, dit-on, M. Washburn d'être l'intermédiaire entre le maréchal Caxias et les conspirateurs. Le 3 août, M. Washburn discute les allégations de M. Berges et fait ressortir ses nombreuses contradictions. M. Washburn ne paraît pas ajouter grande foi à la prétendue malveillance de M. Berges, dont les déclarations avaient été arrachées par la torture; la question aux tenailles entre dans la politique traditionnelle de la dynastie des Lopez. Le 6 août, M. Benitez communique les déclarations du docteur Carreras, qui, sous l'influence des mêmes moyens de persuasion, accuse M. Washburn d'être l'âme de la conspiration et d'avoir reçu de l'argent du Brésil. La rupture est imminente. M. Washburn se retire de l'Assomption, et MM. Bliss et Masterman sont arrêtés.

M. Washburn semble n'avoir repris courage que lorsqu'il s'est trouvé à bord du vapeur nord-américain *le Wasp*, et seulement lorsque cette canonnière eut atteint la ligne des alliés. C'est alors qu'il n'a plus craint d'adresser à Lopez une protestation en règle, stigmatisant ses vols, ses cruautés, ses violations du droit des gens, et, en le déclarant l'ennemi du genre humain, il lui fait comprendre



que s'il avait exécuté les menaces de l'arrêter, son gouvernement aurait traqué le despote non-seulement à travers les États de l'Amérique du Sud, mais encore à travers toute l'Europe. Dans ce document, après avoir protesté contre l'arrestation illégale des deux membres de la légation, il déclare que dans sa pensée les prétendus conjurés n'ont fait l'aveu du complot contre la vie de Son Excellence qu'au milieu des tortures, procédés barbares qui n'existent plus qu'au Paraguay, et si, ajoute-t-il, ces personnes se trouvaient à l'abri du pouvoir du tyran, toutes désavoueraient non-seulement la participation du ministre nord-américain, mais jusqu'à l'existence de la conjuration.

Nous avons connu personnellement ce M. Porter Bliss. C'était un jeune homme doux et inoffensif, instruit et ne s'occupant jamais de politique. Le gouvernement de Lopez transforme tout à coup cet interprète de la légation nord-américaine à l'Assomption en conspirateur et en fait même un assassin. Deux lettres, confiées à M. Washburn et adressées, l'une à Rio-Janeiro et l'autre à Buenos-Ayres, à MM. Davis et Goodfellow, portent la date des 7 et 10 septembre. Elles expliquent les craintes, hélas ! trop justifiées, de celui qui les a tracées : « La légation des États-Unis est entourée de nombreux veilleurs de police. C'est évidemment pour s'emparer de ma personne. Sans l'heureuse arrivée du *Wasp*, l'arrestation de M. Washburn aurait certainement eu lieu. Tous ceux qui me connaissent savent si jamais j'ai participé à aucun acte criminel ; j'ai foi en la protection de mon gouvernement ; mais cette protection arrivera-t-elle à temps pour me sauver la vie ? » La lettre adressée à M. Goodfellow se termine par ces mots : « Je vous donne l'assurance la plus formelle que toutes les déclarations qui impliquent M. Washburn dans une conspiration sont en tout point fausses, et j'ajoute qu'en ce qui me concerne personnellement, il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour me sauver. Quel que soit mon sort, je saurai le supporter avec courage et avec une confiance entière dans le grand architecte de l'univers. » Ainsi s'exprimait M. Bliss. Cependant M. Washburn, s'étant embarqué dans la matinée du 12 septembre, avait reçu, avant la fin de cette journée, à bord du *Wasp*, les lignes que nous traduisons textuellement ; l'auteur avait été aussitôt mis à la question, et on lui avait fait signer cette lettre :

« A S. Exc. l'honorable Charles A. Washburn, ministre résidant des États-Unis.

» Je me trouve enfin débarrassé de la pression que Votre Excellence a exercée sur moi, je ne puis donc m'empêcher de confesser volontairement et librement la part importante prise par Votre Excellence dans la révolution pour laquelle elle a compromis tant de

personnes ; je suis moi-même de ce nombre. J'ai dû avouer, quelque pénible que fût pour moi un semblable aveu, qu'il était parfaitement vrai que Votre Excellence a été l'âme de la révolution projetée, et ce fait apparaît au grand jour par la déclaration de tous ceux qui sont devenus vos complices pour l'accomplissement de ce crime. Quel autre, si ce n'est vous, aurait pu diriger ce complot jusqu'au dernier moment ? Je me considère par conséquent comme complétement dégagé de la promesse que Votre Excellence m'a arrachée hier, dans son cabinet, de ne pas révéler sa conduite présente et passée. On connaît vos brillantes spéculations avec la société Hopkins, à laquelle vous deviez rembourser 100,000 patacons (500,000 fr.) On a découvert aussi l'affaire des pilules dorées que vous aviez fait remettre à Octaviano, à Polidoro et à Caxias, lors de votre visite au camp allié en mars dernier.» Après avoir demandé quelques papiers remis à M. Washburn, M. Bliss réclame les deux lettres confiées au ministre, et l'on comprend pourquoi. Puis il termine ainsi : « Je n'exige pas de Votre Excellence les manuscrits anglais qu'elle m'a fait écrire contre le Paraguay. Ils sont la propriété de Votre Excellence, mais je lui conseille, comme ami, de ne pas essayer de lutter contre l'évidence de faits établis par un si grand nombre de témoignages..... »

La manœuvre était grossière et ne pouvait tromper personne. Qui ne voit l'inutilité, si la lettre était vraie, de ces récriminations et de ces revendications de papiers compromettants seulement pour la gloire de Lopez ? Qui ne voit, au contraire, percer à chaque ligne de cette lettre les appréhensions et les inquiétudes du tyran ? Ce que 'on peut dire justement, après avoir repoussé du pied ce faux document ou cette signature extorquée, c'est que M. Washburn se seait épargné la contrariété d'un pareil message, et en même temps quelque chose comme un remords, s'il avait fait embarquer avec lui, comme il le devait, tout le personnel de sa légation. Le frère de sa victime, M. Asher Bliss, a, le 5 décembre dernier, fourni quelques éclaircissements à ce sujet dans le *New-York Semi-Weekly Times* : « Cette lettre, dit-il en parlant de l'écrit signé : *Porter C. Bliss*, envoyée à M. Washburn après son embarquement, a été écrite lorsque mon frère était sous les verrous et très probablement à la suite de tortures. Pour nous, elle n'est d'aucun poids, quand même elle serait de la main de mon frère, et nous avons tout lieu de croire qu'elle n'est pas de lui. Il y est fait allusion à son frère Henry Bliss de New-York, et nous n'y avons même pas de parents éloignés de ce nom. Dans la lettre qu'il nous a adressée — et il écrivait avec la profonde conviction que ce serait la dernière — il déclare solennellement qu'il est innocent et qu'il ne sait absolument rien du com-

plot. » La même feuille a publié les deux lettres adressées à ses parents et à ses frères. La première, datée d'Asuncion, le 5 septembre 1868, affirme son innocence et ajoute qu'il ne sait absolument rien, puisque toutes les poursuites contre les prétendus conspirateurs sont restées ensevelies dans le plus profond secret. Dans la seconde lettre du 10 septembre, il exprime l'espoir que le gouvernement de Washington n'hésitera pas à réclamer satisfaction, mais il doute que la réclamation puisse arriver à temps dans ce pays de justice expéditive.

Ces deux lettres protestant contre toute pensée de complot, on doit rester convaincu de la parfaite innocence de l'interprète de la légation des États-Unis, et après la lecture de celle qu'a écrite son frère au journal nord-américain, on ne pourra plus douter du faux commis par Lopez. Ce n'était pas encore assez pour le tyran. Il avait encore mis à la charge de sa malheureuse victime un écrit contre M. Washburn qui a paru en entier dans le *Semanario*, — journal du dictateur. (Voir Appendice, document n° 13.)

Lopez espérait par ces sottes manœuvres donner le change à l'opinion.

A tous les témoignages qui s'élèvent contre le tyran du Paraguay le marquis de Caxias a voulu ajouter le sien. Quel homme de sens et d'honneur mettra jamais en balance les mensonges avérés de Lopez avec la parole loyale de ce brave militaire ? Cependant, impliqué dans ces tristes manœuvres par la publication des notes échangées entre M. Washburn et le gouvernement du Paraguay, accusé implicitement par celui-ci d'avoir pris part à la conspiration réelle ou supposée de l'Assomption, le maréchal Caxias a cru devoir adresser à son gouvernement une dépêche protestant contre une pareille accusation. C'est une pièce importante et qui doit figurer au débat.

L'ex-ministre Washburn ayant fait publier dans les journaux de la Plata, au moment où il s'est retiré de l'Assomption, toute la correspondance échangée entre lui et le dictateur Lopez, elle sera peut-être déjà parvenue à la connaissance de Votre Excellence par ces journaux ou par ceux du Brésil. Comme il s'agit d'une conspiration qui aurait été à la veille d'éclater contre Lopez, ce qui donne lieu à un grand nombre d'actes de violence (emprisonnements et fusillades), je crois devoir rendre hommage à la vérité en portant à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Dans les notes de M. Benitez, ministre actuel de Lopez, se trouvent différents paragraphes qui proviendraient, d'après lui, des déclarations faites par l'ex-ministre Berges et par Carreras. Ces paragraphes font mention de lettres qui auraient été écrites par moi à ces individus, et de leurs ré-

ponses au sujet de la conspiration. Dans mon opinion, ou ces déclarations n'ont jamais été faites, et ce que l'on a écrit à cet égard est pure calomnie, ou, si elles existent, elles ont dû être arrachées par la torture et par les sévices les plus barbares. En tout cas, j'obéis aux inspirations de ma conscience en déclarant à Votre Excellence et au gouvernement impérial que, ayant étudié les choses et les hommes du Paraguay dès mon arrivée sur le théâtre de la guerre, j'ai acquis la pleine conviction que nous ne pourrions jamais obtenir des avantages, dans la lutte engagée, que par la voie des armes.

Il n'était donc pas naturel que j'aie tenté, comme moyen auxiliaire, un *pronunciamiento* de la part du peuple paraguayen contre Lopez, en entretenant dans ce but des correspondances avec tel ou tel individu ; je puis assurer Votre Excellence que telle est la vérité tout entière ; je désire qu'elle soit connue de tout le monde.

Les blessures faites à l'orgueil du dictateur Lopez par ses déroutes successives ont fourni à sa cruauté un nouvel aliment ; l'extermination du peuple paraguayen, dont il est la cause, a sans doute donné lieu à des sentiments de réprobation parmi le nombre extrêmement limité des personnes civilisées qui se rencontrent au Paraguay ou parmi celles qui, dans les combats, ont déjà perdu leurs parents, leurs amis ou leurs protecteurs.

Ces sentiments ont été, à mon avis, transformés en une conspiration tramée d'accord avec les alliés, et ont servi de prétexte à Lopez pour faire tomber des têtes et pour torturer ceux qui se plaignaient.

Dans tout autre pays et dans d'autres conditions, je n'aurais pas balancé à me servir contre l'ennemi, comme arme de guerre, d'une réaction venant du peuple ; cela s'est pratiqué dans tous les temps, et les nécessités de la guerre l'ont justifié. Mais ne l'ayant pas fait par les motifs déjà exposés, j'ai le plus grand désir que l'on sache que, dans cette conspiration, soit qu'elle n'ait point dépassé les proportions dont j'ai parlé, soit qu'elle ait existé à l'état de complot, je n'ai pris directement ou indirectement aucune part. Je n'ai pas, Dieu merci ! à me reprocher une seule goutte de tout ce sang versé par tant de victimes innocentes, sacrifiées à la cruauté et au désespoir de leur bourreau.

Votre Excellence doit comprendre que, sur un sujet d'aussi haute importance, il était impossible que je ne m'entendisse pas d'abord avec le gouvernement impérial. Je me serais bien gardé d'assumer sur moi la responsabilité qui pouvait résulter d'une pareille décision. Qu'on veuille bien consulter toutes mes dépêches depuis que je suis sur le théâtre de la guerre ; elles prouveront que j'ai raison de protester, en ce qui me touche, contre le contenu de la correspondance sur la prétendue conspiration contre Lopez.

Nous avons déjà cité quelques passages d'une note adressée par M. Washburn aux légations étrangères de Buenos-Ayres. Le ministre nord-américain explique le motif qui lui a suggéré ce mé-

moire, adressé en premier lieu au plénipotentiaire de la Grande-Bretagne. Il y expose que, lors de son départ du Paraguay, le 12 septembre, presque tous les étrangers étaient en prison, et parmi eux se trouvaient beaucoup d'Anglais. Il regardait comme un devoir de faire parvenir les informations qui étaient en sa possession aux représentants de tous les gouvernements étrangers. « Si l'on ne prend pas de mesures promptes, il n'en restera pas un seul, disait M. Washburn, pour raconter la terrible histoire de leurs désastres. »

Passant en revue la situation lamentable du Paraguay, ce diplomate citait parmi les personnes du pays dont les inquiétudes étaient les plus vives, la mère et les sœurs du président. Il ajoute qu'il y eut un moment où il hésita à partir, sachant qu'il emporterait avec lui le suprême espoir de plusieurs milliers d'hommes, Paraguayens et étrangers. Tout le monde pensait que son domicile et sa personne resteraient inviolables; mais M. Washburn s'empresse d'ajouter qu'il ne partageait pas cette opinion. Il s'étend longuement sur les circonstances qui ont mis les personnes réfugiées sous son toit dans la nécessité de le quitter; tous, Anglais, Allemands, Portugais, Argentins et Orientaux ont été saisis en franchissant le seuil de sa porte et ont été incarcérés; les femmes et enfants des Anglais ont été envoyés dans l'intérieur à une distance de plus de cent lieues. Que voulait Lopez? poursuit le diplomate. Son plan était-il de massacrer tous les étrangers? Voulait-il que ses iniquités restassent inconnues et inexplicables? Ce qui est bien certain, c'est que tous les Paraguayens arrêtés étaient appréhendés nuitamment, sans bruit, et quand on parvenait à connaître leur sort, ce n'était qu'après plusieurs mois. Les juges, les commis, les comptables de la nouvelle capitale, Luque, étaient entassés dans les prisons. « Dans la ville de Luque, dit-il, la terreur était profonde; c'est à peine si les femmes et les enfants osaient sortir. Lorsqu'on rencontrait quelques personnes dans les rues, elles marchaient d'un air effaré, comme des gens sous la pénible impression d'un tremblement de terre et qui craignent une autre secousse. Il y a cinquante ans que ce pays est soumis au dur régime de Denys le Tyran, suivant la politique de Francia et de Carlos-Antonio Lopez. Chaque parole prononcée devait arriver à l'oreille du Suprême. Mais, dans les plus mauvais jours de Francia, le gouvernement était doux et paternel en comparaison de celui de Lopez II. On a vu des gens traînés en prison non-seulement pour avoir dit des choses parfaitement innocentes, mais aussi pour n'avoir pas dénoncé ce qu'ils avaient entendu, et même pour n'avoir pas dénoncé ce qu'ils n'avaient pu ni entendre ni comprendre. L'espionnage était devenu un devoir rigoureux pour

tous. Malheur à celui en présence de qui une parole dite n'eût pas été immédiatement répétée à l'autorité ! »

Le témoignage du ministre des États-Unis confirme en tout point ce que nous avons déjà écrit ici sur ce sujet. Sa note se termine ainsi : « Jusqu'au dernier moment, Lopez a songé aux moyens de m'arrêter; sa pensée est manifeste. Celui qui sort du Paraguay est un ennemi; il peut raconter au monde les sauvages cruautés du tyran. Si la mort attend ceux qui ont fait des déclarations à la suite des tortures, une mort non moins certaine est réservée à ceux qui ont recueilli ces mêmes déclarations. » M. Washburn montre le brigandage organisé là sur la plus vaste échelle. Après avoir dépouillé toutes les familles du pays, le dictateur trouve encore moyen de remplir ses coffres, en confisquant audacieusement jusqu'aux épargnes des étrangers. Il y a trois ans, sur des témoignages moins directs, moins authentiques que ceux-ci, un officier de l'armée mexicaine, un autre Lopez, fut rayé des cadres de la Légion d'honneur. Croit-on qu'il ne serait pas temps de réunir le conseil de l'ordre pour effacer aussi le nom de ce malfaiteur, qui souille le glorieux cordon de cet ordre insigne ?

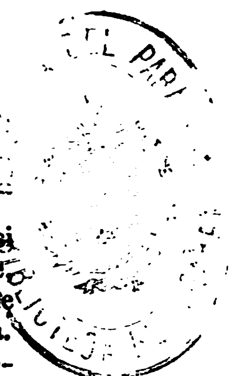
CHAPITRE VI

Dans la pompeuse proclamation que Lopez, après la chute d'Humaïta, adressait au peuple paraguayen et à l'armée, il avait abaissé un peu le ton de son arrogance. Il maintient, il est vrai, que la guerre lui a été imposée par son trop docile Congrès. Ce ne sont donc plus les alliés qui ont ouvert les hostilités? Si cet aveu est tardif, il n'en est pas pour cela plus sincère. C'est bien lui, Lopez, qui a de son plein gré envahi le territoire argentin et commencé la guerre. Elle porte maintenant des fruits amers pour lui et pour le Paraguay.

Réduit à ses dernières ressources, le dictateur s'était établi à sept lieues en aval de l'Assomption avec les douze mille hommes qui lui restaient. La position de Villeta domine le fleuve, et au sud elle était défendue par la batterie d'Angostura, armée de vingt pièces de canons de 64. Quelques navires cuirassés avaient déjà passé devant

cette batterie sans éprouver d'avaries. Le 19 novembre dernier, un véritable combat eut lieu; quatre bâtiments de cette division bombardèrent pendant plusieurs heures, et la batterie paraguayenne répondit par un feu bien nourri de quatorze pièces. Le *Colombo*, portant le pavillon amiral, est le seul navire blindé qui ait eu des avaries ; son pilote a été tué et son commandant grièvement blessé. Cette attaque permit aux alliés de faire une reconnaissance minutieuse des positions de l'ennemi. Tout le front du camp de Lopez avait pour défense naturelle deux lacs, dont le moins étendu a deux kilomètres de large. Ces lacs sont entrecoupés de bois et de marais presque infranchissables. Le camp était de plus protégé par la rivière non guéable de Villeta, qui lui formait une ceinture. Le passage de cette division de l'escadre blindée avait encore un autre objet en vue. Elle devait remonter le Paraguay et, à quelques kilomètres au-dessus de Villeta, attendre le marquis de Caxias, qui, au commencement de novembre, avait rejoint dans le Chaco, au-dessous de Villeta, les forces commandées par le général Argollo. Les navires cuirassés étaient destinés à faciliter le passage du fleuve à ce corps d'armée composé de vingt-trois mille hommes. Les travaux extraordinaires entrepris par les Brésiliens pour continuer à se frayer un chemin à travers les forêts vierges du Chaco étaient déjà assez avancés lorsque Lopez, jusqu'alors incrédule, fut forcé de croire à la réalisation du plan conçu par le général en chef de l'armée alliée. Le dictateur prit aussitôt des mesures pour s'opposer au débarquement des Brésiliens; mais, le 5 décembre, il ne put empêcher le passage des Brésiliens sur la rive gauche du fleuve, à San-Antonio et à Santa-Teresa, points situés à moitié chemin de Villeta à l'Assomption. Après avoir repoussé les Paraguayens, le marquis de Caxias poursuivit sa marche sur Villeta. Dans la journée du 6 décembre, il fut arrêté par une embuscade de quatre mille Paraguayens appuyés de six pièces d'artillerie. Ce combat eut lieu au pont d'Itaroro; il dura plus de deux heures. La déroute des Paraguayens fut complète. Mais les Brésiliens eurent à subir de grandes pertes. Parmi les officiers tués, on a à regretter le général Machado, et au nombre des blessés figurait le général Argollo. Le maréchal Caxias avait eu son cheval tué sous lui. L'ordre donné par Lopéz à ses soldats était qu'il lui fallait à tout prix, mort ou vif, le général en chef des alliés.

Afin de prendre Villeta à revers, le maréchal de Caxias dut faire faire à ses troupes un détour de plus de 12 kilomètres. Le chemin était pour ainsi dire impraticable, à travers des terrains marécageux, détrempés encore par plusieurs jours de pluies torrentielles. Ce n'est donc que le 11 décembre au matin que les Brési-



liens ont eu un premier engagement au passage de Los Toros, dit aussi de Baldovinos, où l'ennemi s'était fortement retranché. Là encore les Paraguayens éprouvèrent un nouvel échec, et tous ceux qui ne tombèrent pas sur le champ de bataille se réfugièrent dans Villeta. A la suite de cette affaire, le maréchal Caxias marcha sur cette position, où le dictateur avait élevé des fortifications formidables. Néanmoins on voulut tenter l'assaut. Les Brésiliens escaladèrent les remparts avec une vigueur et un entrain dignes de vieux soldats. Au commencement de cette attaque, pour la première fois depuis quatre ans que dure cette guerre, Lopez parut un instant au milieu de ses soldats; mais dès le début cet invincible guerrier ne fut pas heureux; une légère blessure au visage suffit pour lui faire abandonner son poste et, avec les quelques gardes qui l'entouraient, il s'enfuit précipitamment. Dans ce combat, qui a duré plus de trois heures, les pertes ont encore été considérables de part et d'autre. Du côté des Brésiliens, trois mille hommes ont été mis hors de combat, et à peu près le double du côté des Paraguayens, qui se défendirent avec un grand courage. Le général Caballero voulut venger l'honneur de son pays et effacer, en combattant jusqu'à la mort, la tache imprimée par la fuite honteuse de Lopez. Le lieutenant de Caballero, porteur des instructions secrètes de Lopez, resta, avec plus de mille Paraguayens, au nombre des prisonniers.

D'un autre côté, une division composée d'Argentins, d'Orientaux, et de quelques bataillons brésiliens s'était avancée près des batteries d'Angostura; cette division était commandée par le général argentin Gelly y Obes. Ces forces étaient prêtes à marcher au premier signal du général en chef. Mais de sanglants combats durent être livrés pour prendre d'assaut d'abord Angostura, et ensuite Lomba Valentina, où Lopez s'était enfin décidé à commander en personne. Les trois généraux en chef des armées alliées lui adressèrent une sommation pour arrêter une nouvelle et inutile effusion de sang. Le dictateur répondit par un refus que l'on pourrait qualifier de courageux s'il l'eût couronné par une mort glorieuse. Mais loin de là, Lopez avait préparé à l'avance tous ses moyens de fuite; ces moyens lui manquèrent au dernier moment et, abandonnant ses soldats avant la fin de la lutte, il se sauva à pied dans un bois voisin, qui a été aussitôt cerné par quelques bataillons des alliés. Telle était la situation le 27 décembre dernier. Tout fait donc prévoir la chute irrévocable de Lopez II et du despotisme qui pèse sur ce malheureux pays depuis un demi-siècle. En admettant que le dictateur parvienne à mettre sa personne à l'abri, il est douteux qu'il puisse, comme on l'a dit, échapper longtemps à la poursuite et faire à l'armée alliée une guerre redoutable de partisans. L'expédition

récemment exécutée par le colonel Baez montre à quel point les ressources du pays sont épuisées.

Le colonel Baez connaissait la contrée; il est né au Paraguay. Après avoir servi pendant neuf ans au mémorable siége de Montevideo, cet officier n'a plus cessé de faire partie de l'armée argentine. Dans ces derniers temps, il fut détaché en reconnaissance dans l'intérieur du pays. A la tête de soixante cavaliers, il pénétra jusqu'à San-Ignacio, ville éloignée de plus de cent lieues de l'endroit où guerroyaient les alliés. Là seulement, il trouva un poste de onze soldats paraguayens. Dans cette incursion, il recueillit des renseignements précieux. Ainsi il a pu savoir que les populations appartenant aux Missions de Santa-Maria, Santa-Rosa et Santa-Térésa avaient été forcées de se déplacer, lorsque les alliés ont traversé le rio Parana, et qu'elles occupent un point nommé Capucu, situé tout à fait au centre du pays; toutes ces familles étaient gardées par deux régiments de cavalerie, seules forces qui restent aujourd'hui à Lopez. Il n'existe que de bien faibles garnisons dans quelques bourgades composées de ranchos, entre autres à Quindihy, à Caquiquihô, à Tuquerepechua et à Tuyapuli. En un mot, le colonel Baez a pu parcourir une distance de plus de cent lieues, s'arrêtant de village en village, se procurant tous les vivres nécessaires moyennant payement, sans avoir jamais été inquiété et sans perdre un seul homme. Cette reconnaissance a de plus montré que l'autorité de Lopez cessera de fait et de droit le jour où un gouvernement provisoire aura été installé à l'Assomption, ce qui ne peut tarder à se réaliser, puisque déjà, le 28 décembre, l'escadre brésilienne avait remonté le rio Paraguay pour prendre possession de la capitale.

Le Brésil, dans cette guerre, n'aura pas rendu seulement service à la civilisation et particulièrement aux intérêts français, fort engagés dans ces contrées, il aura encore affranchi ces pauvres populations paraguayennes du joug de fer qui pesait sur elles depuis si longtemps. Les sacrifices du Brésil ont été grands, mais les résultats en seront plus grands encore. Depuis le commencement de la guerre, le gouvernement impérial a envoyé au Paraguay plus de cent mille hommes. Il a eu la bonne pensée d'introduire dans l'armée des esclaves libérés. C'est un acheminement vers un affranchissement graduel. On a ainsi relevé le noir aux yeux du blanc et préparé par là une fusion des races, problème autrement difficile à résoudre que celui de l'abolition légale de l'esclavage. Il ne suffit pas d'affranchir le noir, il faut surtout faire en sorte qu'il ne soit pas considéré comme un être inférieur par ses concitoyens. Le soldat qui aura vaillamment combattu pour son pays aura tous les droits à l'estime et au respect.

Cette armée brésilienne, si considérable pour une puissance dont la population ne dépasse pas onze millions d'habitants, en y comprenant les nègres et les Indiens, avait naturellement quelque peine à se recruter et se composait d'éléments fort disparates. On a dit ici que tous les repris de justice y avaient été envoyés. La vérité est qu'on y a employé, ainsi que nous le faisons en Algérie, des condamnés militaires, trois cents environ de ceux qui s'étaient signalés par leur bonne conduite. Encore cet acte a-t-il été blâmé par le Parlement; car il y a au Brésil un Parlement qui sait fort bien blâmer les actes des ministres, et ceux-ci s'inclinent toujours devant son autorité. Il eût été, on le conçoit, de la plus haute imprudence d'envoyer sur le théâtre de la guerre des hommes mal disciplinés ou vicieux, qui eussent été un danger permanent pour l'armée.

Nous l'avons déjà dit, l'ennemi le plus dangereux que l'armée brésilienne ait eu à combattre, ce n'est pas le soldat paraguayen, mais le climat et l'insalubrité du sol où il a toujours fallu établir les campements. Les miasmes délétères des marais et, par suite, les fièvres paludéennes ont moissonné plus de la moitié de l'armée alliée. On se ferait difficilement une idée, si l'on n'a vu le pays, du courage et de la persévérance qu'il a fallu pour entreprendre cette expédition et la mener à bonne fin. La marche du général brésilien Argollo à travers les marais, les rivières et les forêts vierges restera comme un exemple auprès duquel pâlirait la retraite des Dix mille, s'il se trouvait un Xénophon pour la raconter. Le général Argollo partit d'Humaïta au mois d'octobre et se dirigea, avec huit mille hommes, à travers le Chaco, dans la direction de Villeta. Il avait à parcourir une distance de plus de cinquante lieues, et pour cela il fallut que ses soldats s'ouvrissent un chemin en comblant des marais, en franchissant des lagunes souvent profondes, en jetant des ponts de bateaux sur les rivières, en traversant des bois épais, en abattant des arbres séculaires et en rendant praticables tantôt des fondrières, tantôt des rochers escarpés. Un mois a suffi pour ce travail de géant!

CHAPITRE VII

Une guerre aussi difficile, aussi coûteuse et aussi longue que celle du Paraguay n'a pu être entretenue qu'au prix de très lourds sacrifices. Mais, de ce côté de l'Atlantique, on s'est plu à en exagérer le chiffre. On a prétendu qu'au 31 mars 1868, par suite de la guerre, la dette de l'empire s'élevait à 1 milliard 99 millions et que le déficit augmentait de 30 à 50 millions par mois. Nous nous croyons en mesure de rétablir la vérité dans toute sa rigueur. Depuis six mois, un nouveau ministère a remplacé celui de l'honorable M. Zaccarias. Ce cabinet, composé d'hommes justement considérés, est présidé par le vicomte d'Itaborahy, qui passe, non sans raison, pour le premier financier de son pays. Quand le nouveau ministre prit possession de son poste, les recettes et les dépenses s'équilibraient; mais la guerre du Paraguay absorbait par mois 15 à 18 millions de francs (6 à 7,000 contos). La dette flottante à elle seule était de 400 millions de francs, avec intérêts à 7 1/2 0/0. Le papier-monnaie représentait une somme de 200 millions de francs (80,000 contos). Après s'être bien rendu compte de cette situation, le vicomte d'Itaborahy adopta une combinaison qui lui fait le plus grand honneur et prouve la parfaite connaissance que possède cet homme d'Etat des ressources du Brésil. Il réduisit d'abord à 6 0/0 les intérêts de l'argent déposé au Trésor. Malgré cette réduction, les dépôts ont augmenté. Bientôt parut un

décret autorisant l'émission de 100 millions de francs (40,000 contos) de papier-monnaie, sans que le gouvernement eût l'intention d'effectuer immédiatement cette émission. Ce n'était, entre les mains de l'habile ministre, qu'un moyen d'empêcher la hausse du change et, par suite, d'arrêter l'exportation des capitaux. Quelques jours plus tard, il annonça un emprunt de 75 millions de francs (30,000 contos), portant intérêt à 6 0/0. Cette émission devait avoir lieu au taux de 90, en obligations de 1,250 francs (500,000 reis) et de 2,500 francs (1 conto). Les intérêts doivent être payés en espèces d'or et d'argent, ainsi que l'amortissement, fixé à 1 pour 0/0 par an. A peine la souscription fut-elle ouverte, que les capitalistes de Rio-Janeiro s'inscrivirent pour 262 millions de francs, au lieu de 75 millions demandés par le gouvernement. Cet emprunt est destiné surtout à diminuer la dette flottante. Mais, pour compléter son opération, le vicomte d'Itaborahy doit faire en février un nouvel emprunt de 125 millions de francs. Par ce moyen, il pourra racheter tout le papier-monnaie émis jusqu'à ce jour. La confiance qu'inspire le gouvernement et le développement extraordinaire de la richesse du pays n'ont donc subi aucune atteinte des sacrifices imposés par la guerre, et quand on songe que celle-ci, en quatre ans, n'a pas englouti moins de 750 millions de francs, il faut bien reconnaître deux choses : que l'empire du Brésil offre de grandes ressources et qu'il est bien gouverné. Si, pendant une lutte aussi longue, les affaires commerciales ont été un peu moins actives, la tranquillité n'a été troublée un seul instant dans aucune des provinces. Partout les populations ont montré le plus grand enthousiasme, et il a fallu modérer plutôt qu'exciter leur ardeur. Ce n'était pas sans raison qu'un des chefs de la démocratie espagnole, aujourd'hui ministre d'outre-mer, M. [illegible], déclarait un jour, devant un [illegible], qu'il préférait mille fois un empire [illegible] à une république nominale comme celle du Paraguay, dont le gouvernement est la plus [illegible] la plus absolue.

Ce ne sera pas un [illegible] aujourd'hui au Brésil [illegible] américaines si souvent [illegible] et assurer à son [illegible] dance, la paix et [illegible] qui ne se payent [illegible] leçon. L'empereur [illegible] son peuple avait [illegible] il s'est fait des [illegible]

redressement des torts et des outrages que le tyran du Paraguay avait infligés à la nation. Ce ne sera certainement pas un des actes les moins glorieux d'un règne essentiellement pacifique.



LA GUERRE DU PARAGUAY

Depuis la publication dans la *Revue contemporaine* des pages qui précèdent, des nouvelles plus récentes nous sont parvenues du Paraguay.

La guerre est terminée. Mais cependant il faudra encore bien du temps pour que les défenseurs de Lopez à Paris conviennent de la chute de leur héros. Grâce à l'inexplicable complaisance de l'agence Havas, ils n'en continueront pas moins leurs télégrammes mensongers et leur système de dénigrement contre le Brésil, qu'ils persistent à représenter depuis quatre ans comme donnant sans cesse de fausses nouvelles. Ne sommes-nous donc pas parfaitement autorisés à leur dire :

> Vous donnez sottement vos qualités aux autres?

Il faut reconnaître cependant, à l'honneur de la presse française, que, sur les sept journaux qui avaient entrepris la défense du Suprême du Paraguay dès 1865, six l'ont abandonné dès qu'ils ont pu apprécier la vérité.

Le 2 janvier, les alliés ont pris possession de l'Assomption sans coup férir, et cependant on avait annoncé ici, avec cette audace qui n'a jamais fait défaut aux amis de l'ex-dictateur, que cette capitale avait été transformée en un second Humaïta.

Il y a un an, sur l'ordre formel donné par le Suprême de quitter la ville dans les vingt-quatre heures, tous les habitants s'étaient vus

forcés de se réfugier, les uns à la campagne, d'autres à Luque, abandonnant ainsi tout ce qu'ils possédaient à l'Assomption.

Dès le 5 janvier, la population presque tout entière était rentrée spontanément dans cette ville. Ce fait seul indique bien que la présence des alliés, loin d'inspirer les sentiments de terreur qui ont si longtemps pesé sur ce malheureux peuple, était au contraire un gage de sécurité pour le présent et d'espérance pour l'avenir.

L'escadre brésilienne avait remonté le Rio Paraguay pour capturer les deux derniers petits navires paraguayens et pour établir des communications avec la province de Mato-Grosso.

Quant à Lopez II, on ignorait ce qu'il était devenu. Tout porte à croire qu'il a quitté un pays où son titre de Suprême n'aura désormais aucun prestige. Mais, avant de tomber du pouvoir, il n'a malheureusement fait que trop de victimes. Ainsi se trouve maintenant confirmée l'exécution des deux frères du tyran, celle de Bergès, celle de l'évêque de l'Assomption et de beaucoup d'autres.

Si nous n'avons pas toujours eu occasion de féliciter le gouvernement des Etats-Unis sur le choix de ses diplomates, nous sommes heureux de reconnaître aujourd'hui que c'est grâce à l'intervention du président Johnson qu'a été sauvée la vie des deux membres de la légation tombés au pouvoir de Lopez par l'inqualifiable faiblesse de M. Washburn.

Dans les derniers jours de décembre, MM. Bliss et Masterman se sont embarqués à bord du *Wasp* pour se rendre aux Etats-Unis.

On remarquera, au reste, par les détails qui suivent, avec quelle facilité les Américains du Nord savent s'immiscer dans les affaires qui ne sont pas les leurs.

Parmi les candidats à la future présidence, nous devons mentionner trois honorables Paraguayens :

1° M. Iriburu ; il a fait toute la campagne contre Lopez ; il a toujours commandé la légion paraguayenne et a rendu des services signalés pendant cette lutte.

Le second candidat, M. Machain, est un homme fort intelligent et qui, depuis dix-huit ans, n'a pu vivre au Paraguay. Il a mieux aimé s'expatrier que de se faire le vil esclave des Lopez.

Le troisième candidat est M. Ducoux, qui, dans cette guerre, n'a cessé de faire partie de l'état-major du général en chef des troupes argentines.

Dès que Lopez sut que ce brave Paraguayen avait pris les armes contre lui, le monstre furieux fit saisir la femme et les enfants de Ducoux ; ils durent se rendre à pied et chargés de chaînes de l'Assomption à H[illegible], et, pour se voir [illegible] physique et morale. [illegible]

jeune homme de Buenos-Ayres fiancé à la fille aînée. Lopez voulut se donner la satisfaction d'être chaque jour témoin de leurs souffrances et de les voir enfin succomber après une lente et douloureuse agonie.

Les deux frères de Ducoux avaient été précédemment fusillés par Lopez Ier.

C'est ainsi que les Lopez ont toujours exercé leur vengeance sur les familles de ceux qu'il ne pouvaient atteindre.

Ces faits atroces nous étaient connus depuis longtemps; nous nous sommes abstenu de les publier, ainsi que beaucoup d'autres.

Mais aujourd'hui notre voix trouvera de l'écho dans la population entière du Paraguay, qui ne craindra plus de révéler les crimes affreux dont elle a été témoin et qui résument, comme nous l'écrit aujourd'hui même de Buenos-Ayres un de nos honorables amis, « une histoire qui surpasse en horreur tout ce qu'on raconte des plus abominables tyrans. »

Extraits des journaux de Buenos-Ayres et de Montevideo jusqu'au 15 janvier 1869 :

TESTAMENT DE LOPEZ

Parmi les papiers qu'on a trouvés dans le camp de Lopez, à Ekysyry, il existe un testament, en date du 23 décembre, par lequel il institue madame Elisa Lynch pour sa légataire universelle.

Il existe aussi deux lettres adressées par Lopez le même jour au général Mac-Mahon, ministre plénipotentiaire du gouvernement des Etats-Unis près le gouvernement du Paraguay.

Par la première, il prie le général Mac-Mahon d'être son exécuteur testamentaire.

Par la seconde, il prie le même général d'accepter la tutelle de ses enfants, dont il lui confie l'avenir.

On a trouvé enfin parmi les papiers de Lopez beaucoup de documents compromettants pour un grand nombre de personnes, et même des pièces officielles qui confirment malheureusement l'exactitude de toutes les cruautés commises par Lopez dans ces derniers temps.

Tous ces documents sont d'autant plus précieux, que non-seulement ils serviront à l'histoire véridique du Paraguay, mais qu'ils sont en même temps la justification la plus éclatante de la triple alliance et des sacrifices que le Brésil et les deux républiques de la Plata se sont imposés pour la conduire à bonne fin.

CRUAUTÉS DE LOPEZ

D'après quelques-uns des documents qu'on a trouvés et d'après le rapport de plusieurs prisonniers qui en confirment la véracité, voici divers détails sur les derniers actes de barbarie qui ont été commis par Lopez.

Le tyran avait l'habitude de traiter les prisonniers d'une manière cruelle; mais c'est dans les marches, et surtout dans les marches en retraite, que sa cruauté était plus exigeante et plus active.

Ceux qui étaient fatigués et malades étaient aiguillonnés comme des bœufs, et quand ils n'en pouvaient plus, on leur tranchait la tête, ou bien on les tuait à coups de bâton.

Dans la retraite du Timbo à Tebicuary, par une route de 25 lieues dans le Chaco, il a péri ainsi un tiers des quelques centaines de prisonniers qui marchaient d'un seul groupe. Souvent le silence et la patience de ces malheureux étaient une cause d'irritation pour les Paraguayens qui les gardaient.

Chaque prisonnier était à son tour espion et gardien de son compagnon.

Si l'on parlait sans être [illegible], s'il y en avait [illegible] étaient [illegible].

C'est ainsi que [illegible] resté environ [illegible].

Il ne reste [illegible] fait prisonnier [illegible].

Le commandant [illegible] fait de mar[illegible] bouts de [illegible] diens.

Dans un [illegible] talon, et [illegible] n'osa [illegible].

Quand [illegible] des coups [illegible].

Deux [illegible] sonniers, [illegible].

Dans [illegible]:

Le ministre [illegible]

Coriolano [illegible]

M. le docteur Carreras;

Et l'officier oriental Laguna.

Bergès, n'ayant pas été tué par la première décharge, a été lapidé, et achevé à coups de baïonnette.

Le 21 décembre, quinze à vingt prisonniers ont été fusillés à Loma Negra, en présence de ceux qui étaient encore vivants.

Le même jour, on en a fusillé un bien plus grand nombre à Villeta; on les exécutait par groupes de douze ou quinze à la fois.

Barrios et sa femme (qui était une sœur de Lopez), Benigno Lopez, son frère, et Telmo Lopez ont été fusillés ensemble.

L'évêque et un autre prêtre ont eu le même sort.

La femme du colonel Martinez, qui s'est rendu dans les lagunes en face de Humaïta, a été fusillée aussitôt que le tyran a appris cette nouvelle.

Les autres mères, épouses ou sœurs des autres chefs qui se sont rendus avec le colonel Martinez ont subi seulement la peine du fouet.

Lopez a exilé sa propre mère dans le désert, pour avoir eu l'audace de lui demander la grâce de ses enfants.

Le vice-président du Paraguay, vieillard de quatre-vingts ans, a été assassiné par ordre de Lopez, sur un simple soupçon.

Dans les papiers du général Resquin on a trouvé l'ordre de fusiller un soldat coupable de s'être levé trop tard un jour pour assister à l'appel du matin.

Les exemples de cette nature fourmillent; mais en voilà plus qu'il ne faut pour répondre victorieusement aux détracteurs de l'alliance et aux défenseurs de Lopez, c'est-à-dire pour prouver de quel monstre les alliés ont délivré la malheureuse république du Paraguay.

L'EMPIRE DU BRÉSIL

Le Brésil a deux climats bien distincts. Sous la zone torride, la température est nécessairement élevée; mais elle se modifie souvent par des circonstances accessoires, telles que les vents et les pluies; celles-ci commencent généralement en novembre et finissent en juin.

A Rio-Janeiro, la moyenne des pluies est de 1,170m9. Au Para, sous l'équateur, il ne se passe pas un jour sans pluie.

Cependant, dans beaucoup de parties de la zone torride, on peut constater la douceur du climat, qu'il faut attribuer à l'arborisation du terrain, à l'élévation du sol, et quelquefois aux vents est et sud-est. Dans les provinces où la chaleur est le plus forte, le thermomètre ne dépasse jamais 36° centigrades. Dans celles qui sont exposées aux plus grands froids, même dans la Cordillière d'Itatiala, il est très rarement descendu à 3°,2. Ce n'est que dans des cas rares que le thermomètre marque plus de 32 ou moins de 16°.

On peut donc affirmer que le climat du Brésil, y compris l'immense bassin de l'Amazone, est d'une salubrité remarquable. Les vastes plaines qui bordent ce roi des fleuves sont chaque année inondées; mais lorsque les eaux se retirent paraît la fièvre intermittente, qui se guérit en quelques semaines pour peu qu'on change d'air; il ne s'agit que de quitter l'intérieur des terres et de se rapprocher des bords du fleuve.

Si, depuis 1850 jusqu'en 1858, la fièvre jaune et le choléra ont sévi au Brésil, il faut reconnaître que ces maladies, qui ont tout à fait disparu, n'ont été qu'accidentelles. La fièvre jaune a été une importation d'Afrique, et le choléra une importation d'Europe.

La statistique mortuaire suivante, qui comprend une période de sept ans, est la meilleure preuve de la salubrité du climat :

1859	9,389
1860	11,018
1861	8,586
1862	8,634
1863	9,407
1864	8,159
1865	9,600
	64,793

La mortalité totale, pendant cette période, a été de 1,78 0/0 ; durant l'année 1860 où elle a été le plus grande, cette proportion s'est élevée à 2,6 0/0.

Pendant ce même laps de temps, il n'a régné aucune épidémie.

Il n'existe au monde aucune végétation qui se puisse comparer à celle du Brésil. Non-seulement sur la côte de l'Atlantique, mais aussi dans les plaines les plus lointaines, sur les plus hautes montagnes, sur les coteaux hérissés de rochers, au milieu même des sables, on est forcé d'admirer à chaque pas la splendeur d'une nature merveilleusement féconde. La flore du Brésil est tellement variée, que déjà on y compte plus de 12,000 espèces classées.

Les forêts de ce vaste empire renferment de magnifiques bois propres à toutes les destinations, notamment aux constructions navales.

A l'Exposition universelle de 1867, on a pu juger, dans la section réservée aux bois, la richesse et la variété de ces produits : bois de construction et d'ébénisterie, bois à huile, bois à teinture, dont le plus remarquable (brésil) n'est certes pas celui qui a donné son nom à ce vaste empire. Les plantes médicinales, par leurs fruits, par leurs écorces ou par leurs graines, sont aussi très abondantes, et plusieurs sont fort recherchées pour leurs qualités fébrifuges, telles que l'ipécacuanha et le quina. Les plantes résineuses, huileuses et laiteuses ne sont pas moins variées. Enfin on trouve dans les forêts en grande abondance le sereingueira, dont on extrait le caoutchouc, le mangabeira et d'autres plantes qui le donnent également ; la

carnauba, espèce de palmier dont les feuilles produisent la cire; le mysterica, qui produit un suif végétal.

Une très grande variété existe également dans le règne animal. Les bois et les plaines sont peuplés de quadrupèdes et d'oiseaux propres à l'alimentation de l'homme. La côte, les fleuves et les rivières sont renommés pour la grande quantité qu'on y trouve d'excellents poissons de diverses espèces. On peut prévoir le jour où la pêche constituera une branche importante du commerce du Brésil.

Dans ce pays déjà si privilégié de la nature, vient encore s'ajouter l'inappréciable bienfait d'un gouvernement habile et vraiment libéral. Sa forme monarchique, héréditaire, constitutionnelle et représentative garantit tous les intérêts et admet en même temps la liberté la plus large: droit de propriété, liberté d'opinion, liberté de conscience, liberté individuelle sous toutes ses formes.

L'empire du Brésil se compose de vingt provinces; la moins étendue est aussi grande en superficie que la France. Chaque province est gouvernée par un président choisi par le pouvoir exécutif.

Les assemblées provinciales sont élues et votent les lois qui intéressent chaque province, fixent les budgets des recettes et des dépenses provinciales et municipales; mais elles doivent, dans toutes leurs décisions, respecter la constitution de l'empire et les lois et les droits des autres provinces.

C'est aussi par l'élection que se font les nominations des juges de paix et des conseillers municipaux. La présidence de ces conseils appartient de droit à celui qui a obtenu le plus de voix.

Les étrangers sont parfaitement accueillis au Brésil. Leurs enfants sont admis dans les écoles et colléges de l'Etat, même pour l'enseignement supérieur. Ils sont reçus gratuitement, comme les fils du pays, dans les classes destinées à l'instruction primaire.

Tout étranger peut posséder des biens-fonds et exercer librement son industrie. Quant aux enfants d'étrangers nés au Brésil, une loi récente fixe leur sort en prenant en juste considération l'autorité paternelle. Cette loi déclare qu'ils ne seront considérés comme Brésiliens qu'à l'époque de leur majorité, et que le droit qui règle l'état civil des étrangers qui résident dans le pays sera aussi appliqué pendant leur minorité à l'état civil des enfants nés dans l'empire, pourvu que les parents ne soient pas au service de l'Etat.

La réponse adressée, il y a un an, par S. M. I. don Pedro II à l'Association d'émancipation française, a prouvé que son gouvernement s'occupe très sérieusement de l'abolition de l'esclavage. On comprend par conséquent les nombreux encouragements donnés à

l'émigration enropéenne, soit par le payement des passages, soit par des concessions de terres et par tant d'autres avantages.

De nombreuses colonies sont déjà établies et prospèrent principalement dans les provinces de Sainte-Catherine, de Parana, de Saint-Paul, de Minas-Geraes, de Espirito-Santo, de Maragnon et de San-Pedro de Rio-Grande du Sud. Le jour n'est donc pas éloigné où la race africaine sera remplacée, dans l'empire du Brésil, par la race virile des Européens. L'Europe réparera ainsi le mal fait à ce pays par le triste legs de l'esclavage africain.

PROVINCES DU BRÉSIL

SAN-PEDRO DE RIO-GRANDE DU SUD (situé entre 27° 50' et 33° 45 latitude sud). On y trouve des mines de charbon et autres minerais ; on y cultive l'herba maté.

Partout, des prairies naturelles se prêtent merveilleusement à l'élevage sur une grande échelle des troupeaux de races bovine et ovine et aussi des chevaux et des mules. Parmi les principaux produits de cette province, il faut citer le blé, l'orge, les pommes de terre, la vigne et tous les fruits des pays tempérés. Le coton et quelques graines des tropiques croissent dans certaines localités. On s'occupe de perfectionner la race ovine, et l'exportation des laines est déjà importante.

SAINTE-CATHERINE (24° 53 et 26° 50 latitude sud). Riche en mines de charbon et de fer. Bois variés pour ameublement et pour diverses teintures. Pâtures naturelles pour élevage d'animaux, bêtes à cornes, brebis, mules et chevaux. Les principaux produits sont : le blé, le coton, le tabac, la canne à sucre, le café et certaines plantes des tropiques.

PARANA (entre le 20° et le 27° 20 latitude sud). Cette province possède des mines de diamant et d'or. L'arbuste de l'herba maté y abonde, et les prairies naturelles se prêtent à l'élève des bestiaux,

des moutons, des chevaux et des mules. Parmi les principales productions citons : le blé, l'avoine, l'orge, le chanvre, le lin, les pommes de terre, le raisin et la plupart des fruits des climats tempérés. Cependant le coton, le tabac et d'autres produits tropicaux y viennent également.

SAINT-PAUL (entre le 19° 40 et le 25° 40 latitude sud). Cette province possède des mines de fer, de cuivre, d'argent, d'or, de pierres précieuses et de charbon de terre. Les bois y sont très variés, une des principales industries est l'élève des porcs, des bêtes à cornes et des moutons. On cultive le blé, le lin, la vigne, quelques uns des arbres à fruits des pays tempérés et certains produits des tropiques.

RIO-DE-JANEIRO (entre le 21° 25 et 23° 25 latitude sud). Cette ville, capitale de l'empire du Brésil, a, on le sait, un admirable port de plus de trente lieues de circonférence.

A Petropolis, situé dans les montagnes de cette province, on publie, en langue allemande, un journal hebdomadaire, intitulé *Germania*. Un correspondant de Centagallo écrit à cette feuille : « Nos colons, toujours laborieux, se trouvent fort bien d'avoir quitté l'Allemagne ou la Suisse pour venir se fixer ici. Je n'en connais pas un seul qui soit réellement dans la gêne ; tous prospèrent, et comme la population augmente rapidement, les ouvriers eux-mêmes trouvent abondamment un travail bien rétribué. »

La province de Rio Janeiro renferme des mines de fer, des terres propres à la fabrication de la porcelaine et des poteries. Ses cafés sont renommés. Parmi les autres produits, mentionnons : la canne à sucre, le thé, le coton et tous ceux des tropiques.

ESPIRITO-SANTO (entre le 18° 30 et le 21° 20 latitude sud). On y trouve des mines de diamant, d'or et de fer, des bois excellents pour meubles ; on s'y occupe de l'élève du bétail. On y récolte le café, la canne à sucre et le coton.

BAHIA (entre le 9° 35 et le 18° latitude sud). Le port de la capitale de cette province est le plus beau de l'empire après celui de Rio Janeiro. Les richesses minérales sont le diamant, l'or, l'argent, le fer, le cuivre, le charbon et le marbre. Le bois le plus [illegible] est celui qu'on appelle brésil. On s'y occupe de l'élevage des [illegible]

Cette province est renommée pour ses [illegible] principalement la canne à sucre et [illegible] produits tropicaux.

[illegible]

ALAGOAS (entre le 8° 50 et le 10° 30 latitude sud). — On y trouve des mines d'anthracite surtout et de schiste bitumineux. Là encore, le brésil est un des bois les plus communs. La récolte consiste surtout en canne à sucre et en tabac.

PERNAMBOUC (entre le 7° 10 et le 9° 45 latitude sud). — Cette province a des mines qui n'ont pas encore été exploitées. Ses principaux bois sont recherchés pour la teinture. Ses troupeaux sont nombreux et justement appréciés. Ses principaux objets d'exportation sont le sucre, le coton, le riz et les cuirs.

PARAHYBA (entre le 6° 15 et le 7° 50 latitude sud). — On y exploite des mines d'or, de fer et de salpêtre; beaucoup de bois sont excellents pour l'ébénisterie. L'exportation principale est le sucre et le coton.

RIO-GRANDE DU NORD (entre le 4° et le 6° 10 latitude sud). — Dans cette province, il y a des mines d'or et d'argent, les bois brésil et carnauba. On y récolte la cochenille; les troupeaux y prospèrent. On exporte le coton et le sucre.

CEARA (entre le 2° 45 et le 7° 10 de latitude sud). — Il y existe des mines d'or, d'argent, de plomb, de fer, d'antimoine, d'amiante, de charbon, de marbre et de nitre; les salines y sont nombreuses; ses bois sont renommés pour l'ébénisterie et la teinture. On y trouve également la quinine, l'ipécacuanha et le carnauba; ses récoltes sont le café, la canne à sucre et le coton.

PIAUHY (entre le 2° 40 et le 11° 25 latitude sud). — Cette province donne naturellement tous les produits tropicaux, mais on s'y occupe de l'élève du bétail, des chevaux et des mules.

MARAGNON (entre le 1° 10 et le 7° 30 latitude sud). — Mines d'or; bois magnifiques et de toute espèce; le bétail y réussit bien; aussi exporte-t-on beaucoup de cuirs, ainsi que le coton et le sucre.

PARA (entre le 4° latitude nord et le 8° latitude sud). On trouve dans cette province pour ainsi dire tous les produits de l'Inde. Le caoutchouc est très abondant, ainsi que le copahu et la salsepareille, la vanille et l'ivoire végétal. Ses bois sont connus pour leurs qualités supérieures et par leur grande variété. Ce sont les Indiens qui apportent de l'intérieur de la province au port d'embarquement tous ces produits naturels; les habitants n'ont d'autre industrie que l'élève du bétail. Le cacao du pays est bien supérieur à celui que l'on cultive dans cette province, aussi bien que dans d'autres parties de l'empire. On exporte aussi le tabac et le coton. Cette province est une de celles qui n'a pas d'esclaves.

AMAZONES (entre le 4° et le 10° latitude sud). Mines de cristal de roche, de marbre et d'argent. Bois précieux et variés, diverses espèces d'arbres qui donnent le caoutchouc. Epices, salsepareille,



ipécacuanha. On élève dans cette province des tortues et des bestiaux.

MINAS-GERAES (entre le 14° et 20° latitude sud). Aucune province ne possède d'aussi riches mines d'or et de diamant. L'or en filons qui se trouve dans les terrains d'alluvion de cette province est accompagné de platine, d'iridium et quelquefois d'autres minéraux, tels que le tellurium ou bien le palladium. Le fer est abondant, ainsi que les pierres les plus précieuses. Les prairies naturelles servent à la nourriture de nombreux troupeaux et d'une grande quantité de porcs. Les principaux produits du sol sont le coton, le tabac, le café, le thé et la canne à sucre.

GOYAZ (entre le 7° et 20° latitude sud). — Ses mines sont de diamant, d'or et de fer. On y trouve aussi le cristal de roche. Les diverses espèces de bois de teinture y sont nombreuses, ainsi que celles des plantes médicinales. On s'occupe de l'élève du bétail, des chevaux et des porcs. Les articles d'exportation sont principalement le sucre, le café et le tabac.

MATO-GROSSO (entre le 7° et le 24° 30 latitude sud. — Cette province possède des mines d'or, de diamant, de fer et de cuivre. Les bois y sont en abondance, et aussi des plantes médicinales. Les produits les plus importants sont le café et le tabac.

APPENDICE

Document n° 1.

DÉPOTS DES ÉMIGRANS EUROPÉENS A LA BANQUE DE LA PROVINCE DE BUENOS-AYRES

Le rapport adressé, il y a deux ans, au gouvernement de la Grande-Bretagne par M. Clare Ford, secrétaire de la légation de la Grande-Bretagne à Buenos-Ayres, démontre clairement la condition prospère des Européens.

Sur chaque cent, déposant à la Banque de Buenos-Ayres seulement, il y a :

13 Basques ;
30 Italiens ;
4 Anglais et Irlandais ;
9 Français ;
4 Allemands ;
13 Espagnols ;
18 Argentins ;
9 diverses nationalités.

Voici maintenant la proportion des sommes déposées sur chaque 100 millions de piastres papier :

9	millions	appartenant à des	Basques ;
20	—	—	Italiens ;
14	—	—	Anglais et Irlandais ;
8	—	—	Français ;
6	—	—	Allemands ;
10	—	—	Espagnols ;
27	—	—	Argentins ;
6	—	—	à diverses nationalités.
100	millions.		

1 million piastres papier équivaut à 200,000 francs.

Dans une autre partie de son rapport, M. Ford dit encore :

VIANDES PRÉPARÉES DE LA PLATA.

Une nouvelle branche d'industrie s'est formée et se développe dans la République Argentine, celle de la conservation des viandes de bœuf, préparées pour la consommation des marchés européens.

Nous nous bornerons à récapituler ici les trois procédés qui semblent mériter, à cet égard, le plus d'attention.

Le procédé du Dr Morgan consiste à injecter dans l'animal, au moment où il vient d'être abattu, un fluide salé qui conserve la viande, sans en détruire la partie liquide et sanguine.

Cette viande pourrait être vendue en Angleterre 4 pence la livre (40 centimes.)

On procède, dans la méthode du baron Liebig, à l'extraction des qualités nutritives de la viande au moyen de la pression et de l'évaporation ; ce qui donne une espèce de pâte, avec laquelle on peut faire d'excellents potages.

Une livre de cette viande concentrée procure 128 assiettes de soupe. On opère la réduction de 33 livres de viande à un poids d'une livre, renfermée dans une boîte de fer blanc, et qui pourrait être vendue en Angleterre 12 s. 6 (14 fr. 70 c.). Cette préparation, dont la consommation est déjà considérable en Allemagne, s'adapterait éminemment aux exigences alimentaires de l'armée, de la marine et à l'usage des hôpitaux, tant à cause des facilités de son transport, que parce qu'elle est exempte entièrement de parties graisseuses.

Le procédé de Sloper repose sur le principe de la destruction de l'oxygène dans les boîtes de fer blanc qui contiennent les viandes. Cette viande, d'après les convictions et les calculs du préparateur, aura la même apparence et un aussi bon goût que la viande fraîche, et pourra être vendue 4 p. la livre (40 c.) sur les marchés anglais.

Nous devons ajouter que c'est à Fray Bentos, République orientale de l'Uruguay, qu'existe le principal établissement pour l'exploitation sur une vaste échelle du système Liebig, dont les produits sont si justement estimés et qui déjà en Europe sont devenus d'une consommation générale.

. . . .

« Ce pays, il y a un demi-siècle, était comparativement peu connu

et surtout peu visité par les étrangers. Les communications, créées par la vapeur et l'établissement sur le sol argentin de colons européens, ont commencé à produire un changement marqué dans les habitudes nationales; ils ont fait naître de nouveaux besoins. Mais, pour les satisfaire et y suffire, la République Argentine reste entièrement tributaire de l'industrie des marchés étrangers. Toutefois, si l'on développait avec intelligence et soin la production des districts vinicoles des provinces de Mendoza et de San Juan, les vins de France, d'Espagne et d'Italie perdraient beaucoup de leur importance actuelle dans la liste des importations. Le riz, le sucre et le tabac de Tucuman «ce jardin du Sud-Amérique », pourraient avantageusement remplacer ces mêmes articles, importés de la Havane et du Brésil. Le fertile territoire des provinces de Cordova et de Catamarca, cultivé comme il convient, exonérerait la République de l'obligation d'avoir recours au blé du Chili. Le coton, qu'on obtiendrait à Corrientes, à Catamarca et dans les îles du Parana, formerait un précieux article d'importation, tandis que les richesses minérales des provinces des Andes deviendraient une source d'avantages incalculables.

Le secrétaire de la légation britannique s'exprime ainsi au chapitre intitulé : *Territoire et population.* — En 1864, on estimait l'étendue superficielle de la République Argentine à 515,700 milles carrés, avec 1,465,000 habitants, soit 2 habitants par mille carré; population numériquement faible, même si on la compare à celle des autres contrées du Sud-Amérique, puisque le Brésil a 3 habitants par mille carré, le Pérou 6 et le Chili 7, et infiniment minime si on la compare à des Etats comme la France, qui en possède 176, l'Angleterre 347 et la Belgique 440 par mille carré.

La table suivante contient la nomenclature des quatorze provinces dont se compose actuellement la République Argentine, le nombre de leurs habitants et leur étendue superficielle :

Provinces du littoral ou riveraines.

PROVINCES.	POPULATION.	MILLES CARRÉS.
Buenos-Ayres	450,000	63,000
Santa-Fé	45,000	18,000
Entre Rios	107,000	45,000
Corrientes	90,000	54,000
A reporter.	692,000	180,000

[illegible]	[illegible]	[illegible]

Provinces [illegible] des Andes.

La Rioja	[illegible]	[illegible]
Catamarca	[illegible]	[illegible]
San Juan	[illegible]	[illegible]
Mendoza	[illegible]	[illegible]

Provinces centrales.

Cordova	[illegible]	[illegible]
San Luis	[illegible]	[illegible]
Santiago	[illegible]	[illegible]
Tucuman	100,000	[illegible]

Provinces du Nord.

Salta	80,000	48,000
Jujuy	40,000	27,000
Total	1,468,000	818,700

Les territoires vagues du Grand Chaco et de la Patagonie s'étendent sur 621,000 milles carrés et sont occupés par une population indienne d'environ 86,000 âmes.

Pour se faire quelque idée de l'immense développement territorial de la République Argentine, il suffit de savoir que la moitié du pays, c'est-à-dire le sol habité, dépasse en étendue la Grande-Bretagne, l'Irlande, la France et l'Espagne réunies.

Quant aux troubles politiques, ajoute M. Ford, ils sont heureusement aujourd'hui bien moins fréquents qu'autrefois, et, quand ils ont lieu, la propriété des étrangers est généralement respectée.

Les campagnards argentins sont sympathiques aux étrangers, et la crainte des incursions des Indiens s'atténue chaque jour, grâce à la marche progressive de la civilisation [illegible] tation graduelle des voies de communication [illegible] duire, d'ailleurs, de ce qui précède, que [illegible]

moutons ne soit qu'une lutte constante contre des difficultés de toute espèce, et qu'elle manque entièrement des éléments de nature à procurer une heureuse existence. Tout au contraire : les hommes qui aiment une vie saine, indépendante et dégagée des entraves sociales, peuvent passer leur temps d'une manière entièrement conforme à leur goût.

Le climat est proverbialement bon; on trouve en abondance, dans le pays, des cerfs, des perdreaux et des coqs de bruyère d'une grande variété; enfin, le travail journalier de l'élevage des moutons, bien que parfois monotone, exige l'exercice constant d'habitudes d'activité et de prévoyance.

. . . .

COLONISATION.

L'établissement des étrangers dans la République Argentine y est considéré comme une question vitale pour le futur développement du pays, et le gouvernement, pénétré de cette nécessité, consacre annuellement 3,000 liv. st. à encourager l'immigration [1].

Il témoigne aussi de la plus grande libéralité dans l'octroi des terres nationales, pour la formation de colonies.

On compte actuellement, dans la République Argentine, 10 colonies, composées presque entièrement de familles européennes, au nombre de 1,394, et représentées par 7,550 individus.

Les quatre colonies établies dans la province de Santa-Fé portent les noms d'Esperanza, San-Geronimo, San-Carlos et Helvetia; celles situées dans la province d'Entre Rios sont San-José et Villa-Urquiza. Il est une autre colonie, dans la province de Salta, dite « Rivadavia. » Dans la province de Buenos-Ayres, il y en a deux, nommées « Baradero » et « Carmen de Patagones »; enfin, il s'est établi récemment en Patagonie, sur les bords de la rivière Chuput, une colonie composée presque exclusivement d'immigrants du pays de Galles.

La colonie d'Esperanza, l'une des premières qui aient été formées, occupe une superficie de 36 milles carrés et a été fondée en 1858.

Elle fut organisée par un entrepreneur privé qui obtint à ces fins

[1] La livre sterling est de 25 francs, le schelling vaut 1 franc 20 centimes, et un penny, 10 centimes.

du gouvernement une concession territoriale. Par suite de circonstances malheureuses, la concession abandonnée fit retour au gouvernement. Cette colonie se compose de 355 familles, comprenant 1,627 individus, moitié Suisses, moitié Allemands. On concède à chaque famille 80 acres de terrain.

Au début, les colons éprouvèrent de sérieuses difficultés; mais ils sont actuellement, après huit années, dans une condition comparativement florissante. Leurs récoltes consistent surtout en maïs, en blé, beurre, fromage et œufs.

Une église protestante a été érigée dans cette colonie; l'entière liberté des cultes étant un droit reconnu et consacré par la Constitution Argentine.

San-Geronimo est un établissement de date plus récente que l'Esperanza, dont il n'est pas très éloigné. Les colons qui le composent sont venus dans la République pour leur propre compte, possesseurs de petits capitaux, et sans être liés par aucun engagement.

Cette colonie renferme 157 familles et 751 individus, pour la majeure partie Suisses du Valais. Chaque famille a reçu du gouvernement une concession libre de 80 acres, qu'elle cultive avec un succès marqué.

La colonie de San-Carlos fut fondée par une maison de commerce de Bâle : elle compte 138 familles et 735 membres. Ces colons reçurent 80 acres de terrain et s'engagèrent, sous peine de perdre les droits acquis, à remettre à l'administration de la colonie le tiers de leurs récoltes pendant cinq années; à l'expiration de ce terme, se trouvant exonérés envers la compagnie de tout engagement, la terre devenait leur propriété personnelle.

Nous citerons, entre beaucoup d'autres, un exemple des résultats avantageux obtenus par cette colonie.

La famille Sigel, d'origine allemande, composée de sept individus, le mari, la femme et cinq enfants, en 1859 atteignit San-Carlos, ayant obtenu une avance d'argent pour défrayer son voyage et d'autres sommes pour faire face aux dépenses d'arrivée dans le pays.

Grâce à des habitudes industrieuses, à un travail soutenu, cette famille a pu, dans l'espace de quatre années, acquitter toutes ses dettes envers la compagnie : elle possède, indépendamment d'un bon revenu et d'une ferme, 94 bêtes à cornes et 21 chevaux ; elle a ensemencé, l'année dernière, plusieurs acres de froment et de maïs, et elle a, en outre, 5,000 arbres fruitiers en plein rapport.

Un tiers des colons de San-Carlos sont protestants, et il y a dans la colonie plusieurs lots de terre en réserve à la disposition des nouveaux arrivants.

L'Helvetia, qui compte 40 familles et 167 individus, se trouve, ainsi que l'indique son nom, composée de Suisses. Bien que de création récente, cette colonie est dans une situation prospère.

La colonie de San-José, établie près de la rivière Uruguay, consiste en 394 familles et en 2,280 individus, presque tous Suisses. Cet établissement est on ne peut plus florissant; chaque famille a reçu 64 acres de terre en concession.

La colonie de Villa Urquiza occupe 9 milles carrés dans les environs de la rivière Parana. Elle se décompose en 71 familles allemandes et suisses, donnant un total de 355 individus. Le tabac est cultivé avec succès dans cet établissement.

550 individus, représentés par 50 familles, composent la colonie de Rivadavia, sur la rivière Vermejo.

L'élève du bétail constitue sa principale industrie et elle en possède 18,000 à 20,000 têtes. Le sol de cette colonie est éminemment propre à la culture du tabac et du coton.

La colonie de Baradero, distante de 120 milles de Buenos-Ayres, se compose de 150 familles ou 873 individus, presque tous de nationalité suisse.

Les terres dans cette colonie sont concédées librement et gratuitement à la seule condition de les cultiver.

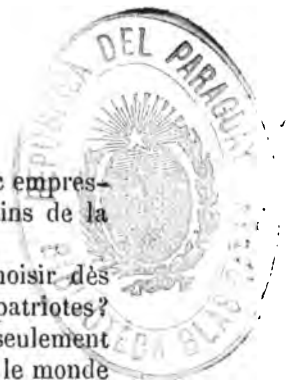
Plusieurs des familles suisses arrivées à Baradero, en 1856, et adonnées principalement à la culture de la pomme de terre, possèdent actuellement un capital de 1,000 liv. st.

De vastes terrains sont encore inoccupés dans cette colonie, et la municipalité, pour encourager l'immigration, offre la nourriture et le logement à tous les colons nouveaux venus, jusqu'à ce qu'ils aient pu s'installer dans les lots de terre qu'on abandonne à chacun d'eux.

Une colonie, celle dite : « Carmen de Patagones », située sur la frontière de la Patagonie et sur le Rio Negro, est moins recherchée que les autres établissements colonisateurs, vu sa position éloignée et la difficulté des communications avec l'intérieur du pays.

Quant à la colonie de Galles, en Patagonie, comme elle présente pour les Anglais un intérêt supérieur, nous la décrirons plus minutieusement.

Les descriptions qu'ils avaient entendu faire de cette région du territoire argentin avaient donné à croire aux fondateurs de la colonie que les bords de la rivière Chuput seraient le lieu le plus favorable à son installation ; mais on paraît avoir, en faisant ce choix, complétement oublié qu'il y a dans la République Argentine des centaines de milles d'un sol vierge et fertile, qui se relient aux grands centres de population par les rivières qui se jettent dans le



Rio de la Plata, et que le gouvernement aurait cédés avec empressement aux mêmes conditions concédées pour les terrains de la Patagonie.

Pourquoi donc, peut-on raisonnablement demander, choisir dès lors la Patagonie comme la future demeure de nos compatriotes? Pourquoi cette préférence accordée à une région habitée seulement par des tribus d'Indiens et privée de tout contact avec le monde civilisé?

Non-seulement l'emplacement choisi n'était pas heureux, mais on commettait une erreur de jugement en ne faisant arriver les immigrants à leur destination qu'après la saison des semailles. Ils ont dû, en effet, en l'absence des récoltes, dépendre complétement, pour les premières nécessités de la vie, de la charité du gouvernement argentin, lequel n'était engagé envers eux qu'à une simple concession de terre.

Bien grandes ont été les privations et les misères de ces colons : espérons, toutefois, que leurs plus mauvais jours sont passés, et que les récoltes, qui doivent avoir lieu en janvier et février prochains, seront assez belles et abondantes pour compenser avec usure les premiers malheurs.

Les colons ont cultivé et ensemencé 60 acres de terre; en supposant un rapport de 1,680 livres de froment par acre, ils auront pour leur consommation, l'année prochaine, une quantité de froment double de leurs besoins; ce qui leur permettra de disposer du surplus, évalué à 12 sh. 6 d. les 100 livres.

Les colons possèdent 50 vaches et 30 veaux, et c'est dans le produit de leur laiterie, ainsi que dans la culture de leur froment, qu'ils devront trouver à l'avenir les sources principales de leur richesse.

Les immigrants du pays de Galles, qui s'étaient embarqués à Liverpool, le 25 avril 1865, arrivèrent à la rivière Chuput le 28 juillet. Leur nombre au départ était de 153, accru de sept naissances pendant le voyage, et de trois autres immigrants qui les avaient rejoints à Buenos-Ayres; en tout 163. Ce chiffre se trouva définitivement réduit, le 30 juin 1866, à 130 par la mort de 20 colons et la désertion de 12 d'entre eux. Il y a 62 adultes hommes dans la colonie; 41 adultes femmes; 16 garçons et 11 filles au-dessous de douze ans, formant en totalité 90 familles. Neuf mariages ont eu lieu déjà dans la colonie.

Le contrat du gouvernement concède 100 acres de terre, pour trois émigrants adultes. Les titres de propriété doivent leur être délivrés après deux années de résidence sur les terres, et les indi-

vidus restent libres d'en acquérir davantage, au prix de 30 liv. st. les 100 acres.

500 lots, chacun de 100 acres, ont été mesurés par un arpenteur du gouvernement, et il est résulté des calculs faits que la région sur laquelle est établie la colonie peut nourrir 20,000 âmes. Le sol, actuellement occupé par les immigrants, s'étend le long des deux rives du Chuput, sur une superficie de 12 milles. Le climat est très sain, un peu plus froid, plus sec et plus tonique que celui de Buenos-Ayres.

La baie de Bahia Nueva, qui se trouve dans le voisinage de la colonie, abonde en poisson et les alentours sont très giboyeux.

On rencontre beauconp de veaux marins sur la côte, et, dans les îles, il y a de nombreux troupeaux de guanacos ou lamas sauvages, dont les peaux très appréciées sont employées comme unique vêtement par les Indiens.

On y trouve une grande variété de pierres, le gypse et le sel; ce dernier produit en très grande abondance. On suppose, d'ailleurs, l'existence de mines de charbon dans le voisinage de la colonie. En résumé, la prospérité future de la colonie de Galles dépendra, en première ligne, du plus ou moins de protection accordée à l'accroissement de la population. Il va sans dire qu'il n'y a plus à craindre pour les nouvelles séries d'immigrants les désastres qu'éprouvèrent les premiers colons. On ne saurait trop insister cependant comme avertissement aux immigrants qui voudraient rejoindre ici leurs compatriotes sur les recommandations suivantes :

1° Ne point partir sans un petit capital;

2° Amener avec eux des charrues, des moulins, des graines, des planches pour la construction de leurs cabanes, car le bois est rare dans le pays ;

3° Quitter l'Angleterre au mois de mars, afin d'arriver à temps au Chuput pour préparer le sol qu'ils doivent cultiver avant la saison des semailles, en mai et juin.

Ce serait manquer à la fois de justice et de courtoisie que de ne pas payer, au moment de clore ces remarques sur la colonie de Galles, un tribut d'éloges à la conduite humaine et libérale du gouvernement Argentin envers nos colons. Depuis leur arrivée en Patagonie, des provisions leur ont été régulièrement envoyées de Buenos-Ayres, et s'ils ont pu ainsi vaincre les nombreuses difficultés dont ils étaient entourés, ils le doivent surtout aux efforts du ministre de l'intérieur de la République Argentine.

Son Excellence M. Rawson est un ami véritable pour les immigrants anglais et le plus ardent promoteur de toute entreprise ayant pour but le crédit et la prospérité de la République. Je dirai plus :

si les vues généreuses de cet homme d'Etat éclairé étaient plus généralement secondées par les gouvernements des autres provinces argentines, nous aurions bientôt des marques plus visibles encore des améliorations et des progrès réalisés par le pays.

Indépendamment des colonies déjà organisées, il existe de nombreux plans pour en établir de nouvelles.

Des Américains de la Californie, formés en société, ont reçu des concessions de terrain depuis peu, et ils sont activement occupés à cultiver une partie du territoire, appelé « Grand Chaco, » situé sur les bords de la rivière Parana, et qui avait été jusqu'à présent considéré comme la propriété presque exclusive des tribus indiennes.

Une autre colonie est nouvellement projetée dans le voisinage de la ville du Rosario, sous le titre de « San-José de la Esquina. » On donnera 80 acres de terre à chaque colon, à cette simple condition de les cultiver avec soin et d'y amener un couple de bœufs et de chevaux et tous les instruments nécessaires à l'agriculture. Un encouragement est, en outre, offert aux immigrants colonisateurs par la promesse d'attribuer gratuitement 4 livres de viande par jour à chaque famille, pendant la première année.

Une concession sur une large échelle a été faite dernièrement, dans la province de Cordova, à M. Echegarry, qui s'occupe de former une compagnie au capital de 250,000 liv. st., pour être libérées en sept années avec un profit approximatif de 1,500,000 liv. st. Cette concession se trouve située entre les 33° et 34° degrés de latitude. On doit introduire 10 colonies de 200 familles chaque dans les terrains concédés, qui s'étendent sur une superficie de plus de 10,000 milles carrés, c'est-à-dire sur un territoire presque aussi vaste que le royaume de Belgique, et beaucoup plus grand que le Wurtemberg.

Chaque famille recevra 83 acres de terre ; elle sera tenue de rembourser à la compagnie, à l'expiration de trois années, toutes les sommes avancées par elle pour les frais de voyage, d'établissement et de nourriture.

Cette compagnie fait espérer d'énormes profits, si elle se forme. Ces profits, toutefois, dépendent, pour leur complète réalisation, du nombre de colons qu'on parviendra à réunir, des bonnes récoltes et de la parfaite loyauté des personnes chargées de passer les contrats et d'en assurer l'exécution.

BÊTES A LAINE DANS LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Il n'y a peut-être pas, pour les Anglais, dans la République Argentine, de sujet plus intéressant que l'élève des bêtes à laine.

Chaque année, des jeunes gens d'éducation et de bonne famille partent pour la Plata, afin d'y employer leurs capitaux à l'achat de terres et à l'élève des moutons, certains de pouvoir, au sein de conditions ordinaires, réaliser dans un espace de cinq ou huit années une fortune qui leur assurera les moyens de revenir vivre confortablement en Angleterre.

La République Argentine, par le bon marché de la terre et du bétail, procure aux possesseurs de petits capitaux des avantages bien supérieurs à ceux que pourraient leur offrir l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le cap de Bonne-Espérance.

Les colonies britanniques semblent devoir être préférées par les Anglais, eu égard à la langue qu'on y parle et aux lois qui les régissent; mais il est bon qu'ils sachent que la langue espagnole s'apprend avec facilité; que les lois argentines sont équitables et généralement bien appliquées; qu'enfin, une bienvenue cordiale attend nos compatriotes dans ce pays, où ils sont traités avec respect par les habitants, qui comprennent avec intelligence et qui apprécient avec justesse le profit qu'ils retirent du séjour de nos colons parmi eux.

Ce n'est pas une exagération que de considérer les entreprises et les capitaux anglais comme la clef véritable de la prospérité argentine.

Trois des provinces riveraines de ce pays, Buenos-Ayres, Entre-Rios et Santa-Fé, sont celles où les étrangers s'établissent le plus volontiers; car il s'y rencontre une sécurité plus grande et des consommations plus faciles; les dissensions intestines s'y font moins sentir, et l'on y est moins exposé aux incursions des Indiens.

Le riche territoire de la province de Cordova acquiert chaque jour plus de valeur, et quand le chemin de fer du Rosario à Cordova sera terminé, ce territoire deviendra une vaste source de richesse pour ses possesseurs.

La province de Buenos-Ayres, à cause de sa proximité du grand marché de la République et de l'importance de son commerce, occupe le premier rang entre toutes pour le placement des capitaux. La qualité supérieure de ses pâturages contribue à la production

d'une plus belle espèce de moutons, qui rendent un plus grand poids de laine, et il y a une demande constante, et à de bons prix, de moutons et autres produits agronomiques. Mais dans cette province, la terre, dont le prix a doublé dans les huit dernières années, est infiniment plus chère que dans les autres parties du pays.

Les terres publiques, dans la province de Buenos-Ayres, se divisent en quatre classes, et elles varient, quant au prix, de 3 sch. à 10 sch. l'acre, suivant leur situation topographique.

De bons pâturages, n'appartenant pas au gouvernement de la province et situés dans un rayon de 300 milles de la ville de Buenos-Ayres, ne peuvent s'obtenir que difficilement; ils valent de 13 à 15 sch. 6 pences l'acre. Les terrains avoisinant la frontière sont infiniment moins coûteux : l'acre ne va point au delà de 5 à 8 sch.

Des baux d'excellentes terres, qui ne sont généralement accordés que pour cinq années, peuvent s'obtenir pour environ 400 liv. st. les 9 milles carrés, soit 1 sch. et 4 pences l'acre.

La valeur des terrains, dans le voisinage immédiat de Buenos-Ayres, s'est notablement accrue durant les dernières années. Ceux qui avoisinent les lignes de chemins de fer se sont élevés jusqu'à 31 sch. l'acre.

Il est d'usage dans le pays de vendre les terrains par lieue, soit par 9 milles carrés, d'une contenance approximative de 6,000 acres. Dans la province de Buenos-Ayres, une lieue de bonne terre nourrira de 20,000 à 30,000 moutons, et une lieue de qualité inférieure, de 15,000 à 20,000. L'eau ne manque pas, en général, aux pâturages; car cette eau est facilement obtenue en creusant des puits à une profondeur qui varie de 25 à 50 pieds.

La valeur moyenne d'un mouton est de 6 sch.

Document n° 2.

EXTRAIT DE L'ÉCONOMISTE FRANÇAIS DES 29 AOUT ET 5 SEPTEMBRE 1867.

L'EMIGRATION BASQUE AU RIO DE LA PLATA.

RÉPONSE A M. G. D'AURIBEAU,

Préfet des Basses-Pyrénées.

Ainsi que nous nous y attendions, la circulaire du préfet des Basses-Pyrénées a provoqué les protestations des amis de la République Argentine. Nous recevons de M. John Le Long, ancien délégué des populations françaises de la Plata, la lettre suivante.

Paris, le 27 août 1867.

Monsieur le préfet,

Près de quatorze années, passées dans plusieurs Etats de l'Amérique du Sud, m'ont permis d'étudier et d'apprécier hommes et choses dans ces contrées lointaines : ce long séjour m'autorise à intervenir dans les questions que soulève la circulaire que, sur la foi de quelques personnes, vous avez adressée à tous les maires de votre département, au mois d'avril dernier, dans le but avoué d'arrêter le courant de l'émigration basque qui se porte constamment, depuis vingt-cinq ans, du pays que vous administrez vers les rives de la Plata, circulaire que l'*Economiste français* vient de publier.

Sachez, monsieur le préfet, que vous avez été trompé par des hommes que je pourrais au besoin vous nommer et qui n'ont jamais été guidés que par des sentiments personnels et non par l'intérêt bien entendu de leurs concitoyens.

En m'adressant à vous aujourd'hui, mon but, mon but unique, est d'en appeler de M. le préfet mal renseigné à M. le préfet mieux informé.

Et d'abord il me sera permis de dire que tous ceux qui ont vécu longtemps à l'étranger ne constatent pas, sans une impression dou-

loureuse, en revoyant la France, l'ignorance où se trouvent la plupart des hommes les plus haut placés sur les contrées que nous avons le plus grand intérêt à bien connaître.

Ne serait-ce pas là la véritable cause de tant de fautes commises par nos gouvernements depuis le jour où la France a reconnu l'indépendance des Etats sud-américains ?

En ce qui concerne les républiques de la Plata, je m'estimerai heureux si je parviens à porter la lumière dans votre esprit et à vous convaincre du brillant avenir réservé à ces pays où la France a déjà une population et un commerce si considérables.

Je ne vous dissimulerai pas l'intérêt sincère et l'affection profonde que je porte à ces contrées; mais les faits mêmes vous auront bientôt prouvé, monsieur le préfet, que j'ai le droit de rappeler ici cette formule si connue :

Amicus Plato, magis amica veritas.

I

Quand vous aurez pris connaissance de ces faits, je suis bien convaincu que vous douterez, comme moi, de l'existence d'un rapport tout récent de notre consul à Buenos-Ayres, qui serait conçu dans l'esprit et dans les termes généraux qu'on a pu vous indiquer.

Qu'il y ait eu quelques plaintes, je ne le contesterai pas; dans tous les pays du monde et au milieu de toutes les populations émigrantes, comment n'y aurait-il pas des mécontents ?

En 1863 aussi, un jeune Basque adressa à ses parents, dans le département que vous administrez, une lettre où il faisait de sa situation un déplorable tableau. Cette lettre fut envoyée par un conseiller général de votre département, M. d'Irumberry, au *Mémorial des Pyrénées.* J'adressai donc de Buenos-Ayres ma réponse à M. le directeur gérant de cette feuille, dont le correspondant avait ajouté à la lettre du jeune émigrant les lignes suivantes : « Sur aucun point du globe, on ne voit autant de mendiants qu'à Buenos-Ayres, Montevideo et dans les environs. »

Vous reconnaîtrez bientôt, monsieur le préfet, que cette assertion de M. d'Irumberry est aussi mal fondée que toutes celles de son jeune protégé.

Permettez-moi de vous citer ici quelques passages de cette réponse dont le *Mémorial des Pyrénées* reproduisit une partie seulement, et que les quatre années qui viennent de s'écouler n'ont fait que confirmer et rendre encore, s'il est possible, plus péremptoire.

« En France, écrivai-je à M. Vignancourt, j'ai vu dans les Chambres la plupart des hommes de votre département se poser en zélés défenseurs de Rosas. Savez-vous pourquoi, monsieur? Ils pensaient avec raison que la présence de ce tyran au pouvoir serait un obstacle à l'émigration,

» Quelque temps après la chute de Rosas, l'émigration prit en effet de si grandes proportions que, dans l'espace de ces dix dernières années, la population française, et par suite toute la population basque, française et espagnole, a au moins quadruplé, tandis que notre commerce a décuplé lui-même.

» Sur les 85,000 Français établis dans les Etats du Rio de la Plata, on compte de 30 à 34,000 Basques.

» J'ai visité la plupart des quatorze provinces dont se compose la République Argentine; j'ai parcouru le territoire de la République Orientale; je suis allé jusqu'au Paraguay et aussi dans quelques provinces du Brésil; partout j'ai trouvé le Basque, même dans le grand Chaco, où il s'occupe à exploiter les bois qui sont les plus beaux du monde; partout je l'ai vu laborieux, intelligent, honnête : ai-je besoin d'ajouter que partout il a réussi?

» A côté de Buenos-Ayres, à une lieue, il s'est élevé une ville nouvelle, Barracas, peuplée presque entièrement de Basques; ils y sont au nombre de 10,000.

» Un grand nombre s'occupe de l'industrie du pays [1], celle des *saladeros*. C'est un travail dur, travail on ne peut plus pénible, dans lequel le Basque excelle. Cet ouvrage se fait à la tâche; un ouvrier habile peut gagner de 30 à 40 francs par jour.

» Faut-il donc s'étonner que l'on compte aujourd'hui un certain nombre de millionnaires parmi ces intrépides travailleurs basques? C'est ce que nous voyons à Barracas et ailleurs, à la ville comme à la campagne.

» Je veux bien que pendant ce temps la main-d'œuvre ait triplé dans votre département.

» Si, dans le pays basque, au lieu de 40 centimes par jour, somme bien insuffisante pour les besoins d'une famille, le prix de la journée est à présent de 1 franc, cette augmentation peut-elle entrer en

[1] J'en parle plus loin avec certains détails.

comparaison avec les immenses avantages que tout ouvrier travailleur et intelligent peut obtenir en émigrant?

» D'abord, la plupart des familles basques qui émigrent sont pauvres, tellement pauvres qu'elles ne peuvent même pas payer leurs passages.

» Si elles restaient dans leur pays, leurs descendants seraient, dans un siècle, aussi pauvres, aussi malheureux qu'elles-mêmes.

» Et combien de fois n'arrive-t-il pas que ces familles sont une véritable charge pour leurs communes !

» Voyons maintenant ce qu'elles deviennent lorsqu'elles émigrent.

» En arrivant dans le Rio de la Plata, tous travaillent, hommes, femmes et enfants, et, tout en se nourrissant bien, en étant bien vêtus, et devenus ainsi des consommateurs précieux pour la France, ils gagnent encore assez pour faire des économies. »

Je terminais enfin ma réponse au *Mémorial des Pyrénées* en reproduisant ce passage d'une publication faite par un Basque, M. Brie de Laustan :

« Les 3,000 exemplaires de cette brochure destinés à la France, vont être, dit l'auteur, confiés à un de mes anciens passagers dont le voyage aux Pyrénées n'a d'autre but, quant à présent, que celui d'aller embrasser son vieux père.

» En débarquant ici, en 1841, ce passager s'empressa d'abord de solder, dans les trois premiers mois de son arrivée, la dette sacrée de son passage, 400 francs, gagnés à la sueur de son front. Doué d'une énergie infatigable, il s'est enrichi. Déjà, il possède bien plus de fortune qu'il n'en faudrait pour devenir propriétaire de la commune entière où ses parents ne sont encore que fermiers.

» Au reste, les fortunes de 40,000 francs et au-dessus, gagnées par de simples paysans européens, ne se comptent plus sur l'une ou l'autre rive de la Plata.

» Je dirai encore : s'il était possible de former un seul capital de tout ce que les Basques français ont gagné en Amérique depuis une trentaine d'années, j'ai la ferme conviction qu'on réunirait une somme plus que suffisante pour acheter tous les terrains et toutes les constructions des deux arrondissements de Bayonne et de Mauléon. »

J'ajouterai à mon tour, monsieur le préfet, que j'ai connu aussi l'intrépide travailleur, l'honorable Basque dont parle M. Brie de Laustan. Pour qu'il ne puisse s'élever dans votre esprit aucun doute à ce sujet, je vous dirai qu'il se nomme Pierre Luro ; il est originaire du canton de Saint-Jean-Pied-de-Port.

Mes recherches à cette époque (1863) dans les livres que m'ont communiqués deux maisons françaises de Buenos-Ayres, m'ont

donné le relevé des traites envoyées à leurs familles dans les Pyrénées par un grand nombre d'émigrants basques.

Un de ces relevés embrasse l'année 1862 et celle de 1863, jusqu'à la fin d'août ; l'autre relevé comprend les huit premiers mois de 1863.

J'ai constaté que la presque totalité de ces traites portaient des sommes qui variaient de vingt francs à cent francs ; et cependant toutes ces petites sommes réunies formaient un chiffre de 485,861 francs.

En rapportant ces faits au *Mémorial des Pyrénées*, j'ajoutais, afin que personne n'en puisse douter, que, dans ce court espace de temps, ce demi-million a réellement été expédié en France par des gens naguère pauvres : je vous déclare que je suis autorisé à dire, au nom des deux maisons qui ont reçu le montant de ces traites, que votre correspondant, M. d'Irumberry, s'il tient à constater le fait, n'a qu'à désigner quelque honorable négociant de Buenos-Ayres, et elles prennent l'engagement de lui prouver, par leurs livres, la parfaite exactitude des chiffres que je viens de citer.

D'abord, ce fait seul n'est-il pas, monsieur le préfet, la réfutation la plus complète de votre circulaire ?

Quant à ceux des émigrants qu'on déclare désillusionnés, j'en cherche, je l'avoue, vainement la trace.

Certes, on ne les trouvera pas parmi ces quatre mille Basques qui, tous débarqués à Buenos-Ayres pauvres, ont pu, dans l'espace de dix-huit mois, envoyer à leurs parents près d'un demimillion.

Notez bien, monsieur le préfet, que ces commerçants auxquels je me suis d'abord adressé ne sont pas les seuls qui font ces remises pour les Basques ; je pourrai, s'il est nécessaire, vous en désigner d'autres.

Toutefois, pendant les années qui ont précédé mon départ du Rio de la Plata, je me suis assuré que ces envois de fonds n'avaient pas discontinué.

Ce fait seul, dont vous pouvez sans peine constater l'exactitude, ne suffit-il pas pour démontrer, même aux ennemis les plus acharnés de l'émigration, — si l'intérêt personnel ne les rendait pas aveugles, — que ceux qui expédient ces fonds sont au moins au-dessus du besoin, et que la gêne n'existe réellement que parmi les familles restées dans les Basses-Pyrénées ?

En 1863, comme aujourd'hui, j'ai compris qu'il était indispensable, dans l'intérêt de tous, que cette prospérité des Basques émigrés fût bien et dûment constatée. J'ai donc voulu pousser encore plus loin mes investigations.

A cet effet, je me suis adressé à la principale Banque de Buenos-Ayres, et, grâce à la bienveillance de son directeur, j'ai obtenu, pour chaque nationalité, y comprise celle des Basques, l'état des dépôts à intérêts existant à cette *Banque de la province de Buenos-Ayres*, jusqu'à la date du 31 août 1863.

A cette époque, 1,268 Basques avaient déposé des sommes dont le total s'élevait à 11,449,086 fr.

Il faut dire qu'il n'est question ici que de la province de Buenos-Ayres, où la position n'a fait que s'améliorer de plus en plus. D'ailleurs, dans les autres provinces argentines, comme dans la République Orientale de l'Uruguay, les Basques possèdent aussi de nombreuses fortunes mobilières et immobilières.

Si, sur les deux rives de la Plata, les Basques ont partout la préférence comme travailleurs, cependant les autres émigrants ont une bonne part dans le bien-être général. Le relevé de la Banque de la province de Buenos Ayres en fournit une preuve suffisante.

En effet, le total déposé par les Italiens, qui, de tous les émigrants européens sont les plus nombreux, dépassait 25 millions de francs; et celui des Français, non compris les Basques, était de plus de 13 millions.

Je voudrais, à présent, fixer votre attention, monsieur le préfet, sur la note suivante dont j'ai été redevable à M. Zamudio, secrétaire de la Banque de la province de Buenos-Ayres.

Cette note du 6 octobre 1863 explique suffisamment la nature des nouveaux renseignements que je lui avais demandés :

« La personne qui, pour la première fois, vient faire un dépôt à la Banque, se présente à la comptabilité. Si elle ne sait pas écrire, on prend son signalement de la manière la plus exacte ; si elle sait écrire, elle donne, en faisant son dépôt, sa signature et son adresse. Elle reçoit alors un livret qu'elle présente chaque fois qu'elle fait un nouveau dépôt, ou qu'elle touche soit les intérêts, soit le capital déposé.

» Les neuf dixièmes des déposants ne savent pas écrire, un dixième sait signer. Ceux-ci seuls peuvent se dispenser de paraître en personne ; tous les autres sont obligés de se présenter à la Banque. Rarement les ouvriers viennent recevoir les intérêts échus sans faire le dépôt de ces mêmes intérêts, auxquels, en général, ils ajoutent une nouvelle somme.

» D'après le règlement de la Banque, les intérêts sont capitalisés chaque année, mais les déposants n'attendent pas que la Banque capitalise chaque mois, ils le font eux-mêmes. Cette habitude prévaudra désormais, d'autant plus qu'une caisse d'épargne vient d'être établie.

» Depuis le 1er de ce mois d'octobre, cette caisse reçoit des sommes dont le minimum est de 80 fr.; auparavant ce minimum était de 250 fr. »

Lors même qu'il n'existerait pas d'autres preuves quant à la classe des déposants, cette note ne démontre-t-elle pas, avec la dernière évidence, que la grande majorité d'entre eux se compose uniquement de travailleurs ?

II

Je ne connais le rapport de M. le consul de France à Buenos-Ayres que par les passages indiqués dans votre circulaire, qu'a citée l'*Economiste français*.

Je me bornerai à reproduire ici les accusations les plus graves qu'on a voulu en faire ressortir, parce que je tiens à y répondre :

« A leur arrivée dans cette contrée, dit M. le consul, la plupart des émigrants se font gardiens de moutons pour le compte des grands propriétaires du pays, qui leur confient des troupeaux de 1,500 à 2,000 têtes.....

» L'isolement dans lequel ils vivent dans les pampas les rend sauvages et leur inspire le goût des boissons alcooliques, en sorte que les quelques petites économies que les émigrants pourraient faire sont dépensées en provisions de rhum, dont l'usage prolongé conduit la plupart d'entre eux à une triste fin.

» Bon nombre de ces émigrants, ajoute M. le consul, ne sont pas allés spontanément en Amérique ; ils y ont été poussés par des courtiers d'émigration. C'est ce que déclarent ceux qui, désillusionnés, vont journellement solliciter la charité du consulat. »

Quatre mois se sont écoulés, monsieur le préfet, depuis le jour où parut votre circulaire. Sans doute, j'aurais pu y répondre de suite, citer les faits que je viens d'énumérer et y joindre, au besoin, d'autres encore.

Mais, dès 1866, j'avais quitté Rio de la Plata. Avant tout, il m'importait de savoir si depuis mon départ il ne s'était passé aucun fait nouveau qui eût motivé le rapport invoqué par la circulaire préfectorale d'avril.

Je savais d'ailleurs que l'arrivée de M. Doazan, notre consul à Buenos-Ayres, ne datait que du commencement de l'année dernière.

Ne devais-je pas d'abord résoudre cette question, à savoir que si,

dans votre département, si, sur les rives de la Plata, il s'était produit depuis 1866 quelques plaintes plus ou moins fondées ?

De ce côté comme de l'autre côté de l'Atlantique, rien n'est changé, m'assure-t-on ; l'émigration continue à augmenter, et la prospérité du pays s'accroît chaque jour.

L'émigration basque, affirment mes dernières correspondances de Buenos-Ayres et de Montevideo, se fait toujours aux mêmes époques, dans les mêmes proportions, et de la même manière que les années précédentes.

Je puis à ce sujet, monsieur le préfet, vous donner les détails les plus exacts, les plus minutieux.

Combien de fois n'ai-je pas été témoin du débarquement de ceux qui avaient quitté leurs montagnes, objet de leurs affections, pour se rendre à Montevideo ou à Buenos-Ayres.

C'est un spectacle auquel, pour sa propre édification, je voudrais que pût assister le premier magistrat des Basses-Pyrénées.

A Buenos-Ayres surtout, dont la rade peu profonde ne permet aux bâtiments d'outre-mer de fort tonnage de jeter l'ancre qu'à 8 kilomètres du port, ce débarquement présente une animation et un intérêt tout particulier. Vous le comprendrez d'autant plus facilement, monsieur le préfet, quand vous saurez que vos administrés, qui se rendent depuis vingt ans sur les rives de la Plata, y sont tous appelés par leurs parents et amis.

Tous ceux qui ont habité le Rio de la Plata ne connaissent, pour l'émigration basque, d'autres courtiers que ceux-là ; mais ceux que l'on veut bien qualifier de courtiers occupent déjà une certaine position.

Ce qui importe le plus aux nouveaux venus, c'est d'avoir affaire à des personnes qui connaissent parfaitement les ressources que présente le pays. Singuliers courtiers d'émigration : les uns payent à l'avance le passage de leurs concitoyens qu'ils ont appelés ; les autres donnent leur garantie pour ce payement !

Un mot maintenant sur l'arrivée des Basques au Rio de la Plata.

C'est un tableau qui mérite d'être décrit et qui fait honneur à la cordiale hospitalité de vos anciens administrés.

Dès que le bâtiment attendu est signalé, quelques-uns des parents et amis se rendent à bord dans des embarcations ; d'autres, notamment les femmes, attendent leurs chers compatriotes sur la jetée.

Il faut voir comme les nouveaux arrivés sont reçus à bras ouverts !

En un mot, l'heure du débarquement, ce moment si redouté, qui pour tant d'émigrés semble un jour de deuil lorsque pour la première fois ils posent le pied sur le sol étranger, devient au contraire, à près de trois mille lieues de la France, un jour de fête et d'allégresse.

Sans doute, sur les rives de la Plata comme partout, il faut bien que, parmi un grand nombre d'émigrants, il se trouve des désillusionnés ; mais, d'après les lignes qui précèdent, on comprendra que si quelques-uns se font illusion, ce ne doit pas être parmi les Basques.

Ce qu'il faut surtout dans les républiques de la Plata, c'est le travail de l'homme; et de tous les travailleurs, aucun n'est plus recherché que le Basque.

Il suffit d'être Basque pour être placé avant même d'avoir quitté le bâtiment qui le conduit sur les rives de la Plata.

Aussi n'a-t-on jamais vu un seul Basque dans les salles d'asile de Montevideo et de Buenos-Ayres. On y reçoit cependant gratuitement, pendant les premiers jours qui suivent leur arrivée, les émigrants, et l'on s'occupe de les placer convenablement.

Ceux-là sont désillusionnés qui se figurent qu'il ne faut peu ou même point travailler, et qu'il suffit d'aller en Amérique pour faire fortune ! Ce sont encore ces jeunes gens qui, munis d'un diplôme de quelques-unes de nos Facultés, croient qu'ils n'est besoin que de présenter ces titres pour obtenir une position ! Erreur profonde, n'ai-je cessé de leur répéter pour ma part. Je ne manquais jamais d'ajouter : « Ce qu'il faut ici, ce sont des bras, rien que des bras. »

Je ne doute pas que notre consul aussi n'ait pu voir quelques-uns de ces jeunes désillusionnés qui s'étaient fait trop d'illusions.

Si j'ai rapporté les principaux passages du rapport de notre consul, c'est afin que vous puissiez reconnaître vous-même, monsieur le préfet, leur complète inexactitude.

D'abord, tous les faits que j'invoque et tous ceux que j'invoquerai encore sont tellement de notoriété publique qu'au besoin les populations tout entières de Buenos-Ayres et de Montevideo pourraient les attester.

Mais, avant de mentionner d'autres faits, tout aussi connus, tout aussi patents, tout aussi concluants, j'ai besoin de vous dire quelques mots sur l'effet produit par votre circulaire d'avril.

A l'occasion de l'Exposition universelle de 1867, un grand nombre de négociants et autres habitants des rives de la Plata sont venus à Paris.

Comment pourrai-je vous rendre, monsieur le préfet, les im-

pressions fâcheuses produites parmi eux en prenant connaissance de cette circulaire ?

Je ne puis me dispenser de vous parler de l'un de ces commerçants, dont j'ai été assez heureux pour pouvoir depuis longtemps apprécier les éminentes qualités.

Après un séjour de quarante ans dans ce pays, cet honoré compatriote ne s'est pas contenté de faire fortune, il a fait mieux encore ; il a conquis dans ces contrées l'estime générale. Chimiste distingué, il sut, au début, introduire d'importantes améliorations dans l'exploitation des *saladeros*. Ses procédés, qu'il serait trop long d'énumérer ici, furent promptement employés par tous.

C'est ainsi que la plupart des produits du pays se rattachant à cette industrie doublèrent bientôt de valeur.

Ces quelques lignes suffiront, je l'espère, pour vous aider à juger ce respectable Français qui, à la lecture de la circulaire préfectorale que je lui apportais, s'est exprimé dans les termes suivants :

« Dites à M. le préfet des Basses-Pyrénées que, chaque année, pendant six mois, j'occupe plus de deux cents ouvriers qui, la plupart, sont des Basques. Parmi ceux-ci, les uns gagnent de 35 à 40 francs par jour, d'autres 30 francs ; mais il n'en est aucun dont la journée ne soit au moins de 25 francs. »

Je ne suis pas, en ce moment, autorisé à publier le nom de cet estimable ami qui a quitté la France depuis deux mois ; mais pour peu que vous m'en exprimiez le désir, monsieur le préfet, je n'hésiterai pas à vous le nommer.

Notre consul vous induit encore en erreur, en affirmant que la plupart des Basques se font gardiens de moutons et vivent dans les pampas.

Il n'est évidemment question que de ceux qui sont établis dans la province de Buenos-Ayres. Il s'agit donc d'indiquer ici les états exercés par les Basques dans cette seule province.

Je me suis livré à ce sujet, il y a quelques années, à des recherches qui trouveront naturellement ici leur place.

Le nombre des Basques qui alors habitaient cette partie de la République Argentine dépassait 14,000. J'admets que, depuis lors, ce chiffre s'est augmenté ; mais tous les états en auront profité.

Voici toutefois quelle était la situation il y a à peine quatre ans :

1° Saladeristes et ouvriers occupés dans les saladeros. .	500
2° Estancieros ou propriétaires de troupeaux de moutons, soit seuls, soit en communauté, par exemple par 1/2 ou par 1/3 avec le possesseur du sol ; les	
A reporter :	500

Report :	500
ouvriers occupés, comme bergers ou gardeurs de troupeaux	1.200
3° Charretiers et porteurs d'eau : moitié des charretiers à la campagne	2.000
4° Boulangers, maîtres et ouvriers	1.000
5° Cordonniers, maîtres et ouvriers	3.000
6° Fours à briques et à chaux, maîtres et ouvriers...	3.000
7° Marchands de lait	1.000
8° Petite culture, légumes, luzerne, etc., maîtres et ouvriers	1.000
9° Etats divers, tels qu'aubergistes, maçons et pulperias à la campagne	900
	14.100

Il faut dire que non-seulement à Buenos-Ayres, mais dans toute l'étendue du Rio de la Plata, où, il y a vingt ans, l'exploitation des *saladeros* se faisait uniquement par les gens du pays, ceux-ci sont aujourd'hui presque partout remplacés par les Basques.

En se livrant à ce pénible travail, un Basque parvient, en trois ou quatre années, à réunir de 10 à 12,000 francs. Ordinairement, une fois possesseur de ce capital, il change d'état, et un certain nombre de Basques se sont déjà livrés ainsi à l'industrie du mouton, qui, jusqu'à présent, de toutes les industries, est la plus lucrative.

Ce n'est sans doute pas de ces derniers travailleurs, devenus bergers, que M. le préfet a fait un portrait si peu séduisant, où il nous les montre *sauvages* et *ivrognes*, alors que, sur l'une ou l'autre rive de la Plata, un Basque ivrogne est tout aussi inconnu qu'un Basque paresseux.

Quoi qu'il en soit, j'en ai assez dit pour prouver que, dans la province qui s'occupe le plus de l'élève du mouton, c'est à peine un douzième de la population basque qui se livre à cette occupation, patrons et ouvriers compris.

Ici, je m'arrête et me réserve de traiter principalement, dans une seconde lettre, le merveilleux développement de notre commerce dans ces contrées lointaines, développement auquel notre population française n'a certes pas peu contribué.

N'avons-nous donc pas, monsieur le préfet, quelque chose de mieux à faire que de décrier des Etats où, grâce à l'importance de nos relations commerciales, nous occupons à présent la première place?

J'ai l'honneur, etc.

John Le Long.

Document n° 3.

LAINES EXPORTÉES PAR LE PORT DE BUENOS-AYRES.

Pays de destin.	1864	1865	1866	1867
	—	—	—	—
Belgique	410,604	527,359	589,260	686,880
France	140,333	259,002	284,065	430,839
Etats-Unis	211,114	286,202	223,759	81,736
Angleterre	92,412	66,223	50,219	43,093
Italie	17,357	14,483	17,329	46,666
Autres pays	7,948	5,256	317	11,436
	47,385,545	59,457,285	60,824,210	68,856,115

Le quintal équivaut à 46 kilogrammes.

Document n° 4.

ANIMAUX DOMESTIQUES, BÉTAIL EXISTANT DANS LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

(Chiffres transmis par les autorités locales au bureau de statistique en 1866).

PROVINCES	BOEUFS VACHES	CHEVAUX JUMENTS	BREBIS	MULES	ANES
Buenos-Ayres	6,800,000	1,800,000	60,800,000	25,000	5,000
Entre-Rios	2,500,000	600,000	6,000,000	7,000	500
Corrientes	2,000,000	375,000	1,800,000	25,000	35,000
Catamarca	185,000	40,000	80,000	15,000	25,000
Mendoza	210,000	71,000	230,000	5,000	2,500
Salta	255,000	50,000	150,000	16,000	34,000
San Luis	300,000	96,000	160,000	5,000	9,000
Tucuman	275,000	85,000	95,000	12,000	10,000

Les provinces de Cordoba, Jujuy, La Rioja, Santiago del Estevo, Santa Fé et San Juan n'avaient encore donné l'année dernière que des renseignements incomplets.

Document n° 5.

DOUANES DE BUENOS-AYRES

1867

VALEUR OFFICIELLE DES MARCHANDISES IMPORTÉES ET EXPORTÉES.

	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.
France	45,531,665 fr.	41,384,120 fr.
Angleterre	50,985,035	12,025,085
Belgique	2,323,980	47,437,735
Etats-Unis	9,505,425	22,418,275
Brésil	17,481,175	2,072,965
Italie	6,254,520	6,005,560
Espagne	7,111,335	3,042,210
Ile de Cuba	1,091,695	2,314,025
Allemagne	5,314,650	207,300
Uruguay	7,477,340	344,810
Chili	2,190,545	350,675
Indes-Orientales	473,375	»
Portugal	162,870	»
Hollande	3,377,345	604,345
Pays divers	7,670,990	864,810
Totaux de 1867	166,861,505	140,394,170
Totaux de 1866	161,861,605	115,248,985
Totaux de 1865	125,515,085	105,983,885

Ainsi, l'excédant de l'année 1866 sur celle de 1865 a été de 45,611,620; et celui de 1867 sur cette même année 1865 est de 76,756,705.

Document n° 6.

PROGRÈS DE LA NAVIGATION A VAPEUR

PORT DE BUENOS-AYRES.

Années	1861	138	vapeurs
	1865	323	»
	1866	437	»
	1867	882	»

Dans l'espace de six années, différence en plus 744 vapeurs

Document n° 7.

MOUVEMENT MARITIME DU PORT DE BUENOS-AYRES

NAVIRES A VOILES D'OUTRE-MER.

Entrés :

1862	662	jaugeant	192,820	tonneaux
1863	744	»	218,293	»
1864	831	»	234,249	»
1865	908	»	258,239	»
1866	1,036	»	267,213	»
1867	1,133	»	297,307	»

Sortis :

1862	688	jaugeant	190,493	tonneaux.
1863	728	»	208,562	»
1864	816	»	231.088	»
1865	939	»	256,712	»
1866	1,003	»	263,339	»
1867	1,316	»	337,541	»

Le Rio de la Plata, est dans tout son parcours d'une navigation facile. On trouve d'ailleurs d'excellents pilotes dans les ports de Montevideo et de Buenos-Ayres.

Des navires d'outre-mer remontent également le Parana à une hauteur de plus de trois cents lieues. L'Uruguay est encore navigable à plus de cent vingt lieues de son embouchure.

Le Salado, le Rio Negro et le Vermejo ne sont propres à la navigation que de bateaux de plus faible tirant d'eau.

Il y a beaucoup d'autres rivières, mais la plupart ne sont navigables qu'accidentellement.

Il se fait sur le Parana et sur l'Uruguay un cabotage très considérable. Les quarante et un ports de la République occupent, en moyenne, cinq ou six mille goëlettes de 10 à 100 tonneaux.

Les marchandises venant de l'extérieur, reçues par les autres douanes fluviales de la République, sont d'une valeur de 20 millions par an.

Document n° 8.

RELEVÉ DE LA DOUANE DE BORDEAUX DE 1867.

103,361	pièces de vin pour Buenos-Ayres.
43,327	— pour Montevideo.
146,688	

60,047	caisses de vin pour Buenos-Ayres.
63,708	— pour Montevideo.
123,755	

Eaux-de-vie en barils.

3,915	barils pour Buenos-Ayres.
3,011	— pour Montevideo.
6,926	

Eaux-de-vie en caisses.

107,429	caisses pour Buenos-Ayres.
30,044	— pour Montevideo.
137,473	

Document n° 9.

Lorsque sa candidature pour la présidence fut d'abord posée à Buenos-Ayres, M. Sarmiento, interrogé par un de ses amis politiques, fit de New-York une réponse dont nous donnons quelques passages.

« La République Argentine consomme, écrivait M. Sarmiento, des produits de fabriques européennes pour une valeur de plus de 30 millions de piastres fortes (150 millions de francs). Aucun autre Etat sud-américain, avec un population bien plus nombreuse, ne consomme autant. Bientôt l'instruction publique prendra un plus grand développement ; ensuite viendra le travail, et alors nous serons un peuple de producteurs et de consommateurs. Sur ces bases, une politique peut se fonder..... C'est la récolte de la graine qui a été ensemencée.

» Chaque pas en avant de notre part a été précédé d'idées et de

faits qui l'ont préparé : [illegible] parti qui est en même temps [illegible].

» Quelle devrait être [illegible] nouveau gouvernement ? Simple individu, je [illegible] ressort d'un gouvernement. [illegible] première fois aux [illegible]. Ici, comme dans notre [illegible] réciproquement [illegible] limites respectives : [illegible] fait des échanges d'hommes [illegible]. [illegible] sont au grand jour [illegible] question. [illegible] il qu'il trouvera dans les deux partis [illegible]. [illegible] aussi parce que les nouvelles [illegible] trouve exigent moins de soumission [illegible] des vieux partis ? [illegible]

» Celui qui a parlé [illegible] quand vient le moment de l'action [illegible] aux autres ? Est-ce que le travail [illegible] programme politique ? S'il en est ainsi, c'est mon programme. »

Document n° [illegible]

CHEMINS DE FER DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

AU [illegible] MAI [illegible]

LIGNES		En [illegible] kilom.	En [illegible] kilom.
Ouest. . .	de Buenos-Ayres à Chivilcoy	[illegible]	»
	de Merlo à Lobos embranch.	[illegible]	»
Nord . . .	de Buenos-Ayres à las Conchas	32	»
Sud. . . .	de Buenos-Ayres à Chascomus	[illegible]	»
	de Chascomus à Dolores . . .	»	[illegible]
Ensenada.	de Buenos-Ayres à la Boca. .	4	»
	de Barracas à la Ensenada. . .	»	[illegible]
Central. .	de Rosario à Cordoba.	[illegible]	[illegible]
Entre Rios	de Gualeguay à Puerto Ruiz. .	11	»
		[illegible]	[illegible]

Pour faire bien apprécier le développement des chemins de fer, citons les chiffres suivants :

En exploitation.

En [illegible] . . . . . . [illegible] kilomètres.
[illegible] . . . . . . 22 —

1860.	37	kilomètres.
1864.	115	—
1865.	206	—
1866.	520	—
1867.	621	—
1868.	733	—

Une ligne de télégraphie sous-marine existe depuis deux ans entre Buenos-Ayres et Montevideo. M. Sarmiento vient de prendre des dispositions pour établir des communications télégraphiques avec toutes les provinces argentines.

Document n° 11.

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DE LA NATION ARGENTINE.

Article premier. Le pouvoir exécutif est autorisé, dès qu'il aura rempli ses engagements, à affecter le produit du 2 pour cent additionnel de l'exportation et celui de 5 pour cent additionnel de l'importation aux objets suivants :

1° A la construction d'un chemin de fer de Villa-Nueva au Rio-quarto, qui se prolongera jusqu'à Mendoza ; d'un autre partant de Cordova et allant à Salta et Jujui ; un troisième, de Concordia à Mercedes ;

2° Pour la construction de télégraphes établis sur ces chemins ferrés ;

3° Pour l'établissement d'un port, soit dans la rade de Buenos-Ayres, soit sur tout autre point.

Art. 2. Prenant pour base le produit de l'impôt auquel se rapporte l'article premier, le pouvoir exécutif pourra avoir recours à des opérations pour faciliter ces voies ferrées et ces télégraphes, donnant toujours la priorité à l'embranchement de Villa-Nueva au Rio quarto.

Art. 3. Le pouvoir exécutif adoptera le système qu'il croira le meilleur pour la construction des divers chemins de fer, soit par des entreprises particulières, soit par des sociétés en actions, soit par des subventions.

Art. 4. Chaque année, le pouvoir exécutif rendra compte au Congrès de l'état des travaux et des opérations de crédit qu'il aura réalisées.

Document n° 12.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

SALUBRITÉ DU CLIMAT DES ANDES.

Tel est le titre d'une brochure publiée dernièrement par M. Scrivener, docteur en médecine, qui a résidé pendant plus de vingt ans dans cette partie de l'Amérique du Sud.

Peu d'hommes se sont trouvés dans une position plus favorable pour se former une idée exacte de l'excellence du climat de ces contrées. Nous ne pouvons donc mieux faire que de citer les passages suivants de cette publication :

« Nous croyons, dit M. le docteur Scrivener, que, quand les bienfaisants résultats d'un séjour dans ces montagnes de l'Amérique du Sud seront plus généralement connus en Europe, un grand nombre de phthisiques iront y chercher le rétablissement de leur santé.

» Ce sont les montagnes de la province de Cordova que nous serions le plus disposé à recommander aux personnes atteintes d'affections pulmonaires, et de préférence aux Andes de la Bolivie, parce qu'elles sont d'un plus facile accès par la Plata, et offrent des paysages plus variés, un plus grand nombre d'objets propres à distraire l'esprit et à l'occuper agréablement.

» A Rosario, on prend le chemin de fer central argentin, et le même jour on arrive à Cordova.

» C'est près de Cordova que commencent les « Serranias, » ou régions montagneuses qui vont jusqu'à la vallée du Rimac, sur une étendue d'environ mille lieues.

» La ville de Cordova est située dans une vallée profonde, sur les bords d'une petite rivière, au milieu d'une nature très riante.

» A mesure qu'on avance de la ville au cœur de la montagne, le climat et la température changent avec l'élévation croissante du sol, et l'influence de ces changements graduels est du plus heureux comme du plus agréable effet sur le voyageur malade.

» Un éminent écrivain a dit que la plus grande merveille du siècle était une locomotive à vapeur, et que depuis cette invention le nombre des voyageurs s'est accru avec la facilité des transports; que plus ces facilités se sont développées, plus les voyages se multiplient. La République Argentine n'a pas méconnu l'importance de ce grand fait, et le pays compte plusieurs chemins de fer, les uns déjà exécutés et exploités, les autres en construction. Un des plus importants est le chemin de fer central argentin de Rosario à Cordova, et déjà terminé sur une partie considérable de son parcours.

Document n° 13.

Lopez a eu recours à la même manœuvre pour M. Masterman, en le forçant à adresser à sa mère la lettre suivante que le despote s'est empressé de publier.

« Le 12 septembre 1868.

» Ma chère mère,

» Dans une lettre que je vous ai adressée à la date du 8 de ce mois, j'ai dit peu de chose du terrible complot qui a été formé pour détruire le gouvernement du Paraguay et son président.

» Celui-ci, par l'habileté et le courage dont il a fait preuve pendant cette guerre, a pu contre-balancer tout le pouvoir du Brésil et acquérir une réputation sans autre exemple dans toute l'Amérique du Sud. Ce complot a été conçu et organisé principalement par M. Washburn, agissant ainsi en parfait accord avec l'ennemi. Comme j'ai vécu sous son toit, j'ai pu naturellement entendre quelque chose à ce sujet et je regrette infiniment de n'avoir pas dénoncé à temps cette affaire au gouvernement. Mais depuis j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour réparer cette faute. J'ai confessé franchement tout ce que je savais de cet affreux projet et j'ai foi en la clémence de M. le président. J'espère que ma vie sera sauvée et que j'aurai le bonheur de vous voir encore.

» Je suis toujours votre affectionné fils.

» GEORGE MASTERMAN. »

Paris. — Imprimerie de DUBUISSON et Cie, 5, rue Coq-Héron.



Paris. — Imp. de DUBUISSON et Cᵉ, 5, rue Coq-Héron.





